

Fonds de développement et de reconnaissance
des compétences de la main-d'œuvre

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2017-2018

Fonds de développement et de reconnaissance
des compétences de la main-d'œuvre

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2017-2018

On peut consulter ce document dans le site Web de la Commission des partenaires du marché du travail à l'adresse suivante : www.cpmt.gouv.qc.ca

Rédaction

Direction du développement de la main-d'œuvre
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Édition

Direction des communications
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2019

ISBN: 978-2-550-83290-4 (imprimé)

ISBN: 978-2-550-83291-1 (PDF)

© Gouvernement du Québec

MESSAGE DU MINISTRE

MONSIEUR FRANÇOIS PARADIS

Président de l'Assemblée nationale du Québec
Hôtel du Parlement
Québec (Québec) G1A 1A4



MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément aux articles 41 et 42 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, je vous présente le Rapport d'activité du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre 2017-2018 ainsi que les états financiers du Fonds pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2018.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
et ministre responsable de la région de la Mauricie,

A handwritten signature in black ink that reads "Jean Boulet". The signature is written in a cursive, flowing style.

Jean Boulet

Québec, novembre 2018

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



MONSIEUR JEAN BOULET

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
et ministre responsable de la région de la Mauricie

425, rue Jacques-Parizeau

Québec (Québec) G1R 4Z1

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) exerce un rôle de première importance dans les orientations adoptées et les stratégies d'action déployées par l'État québécois en matière de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, notamment celles qui modulent l'utilisation des leviers que sont la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre et le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

En effet, en vertu de cette loi, l'assemblée délibérante de la CPMT établit et adopte la réglementation afférente ainsi que le plan d'affectation annuel des ressources du Fonds et sa programmation. De plus, elle reconnaît les comités sectoriels de main-d'œuvre et approuve les normes professionnelles permettant à la main-d'œuvre québécoise d'obtenir un certificat de qualification professionnelle ou la reconnaissance de ses compétences dans les métiers faisant l'objet de ces normes.

L'ensemble de ces leviers d'intervention en formation continue de la main-d'œuvre est développé en partenariat avec les services publics d'emploi et ils leur sont complémentaires. Ils peuvent ainsi répondre avec une plus grande précision aux besoins du marché du travail et soutenir la prospérité économique du Québec.

La formation continue demeurera un défi capital pour les entreprises et leur personnel au cours des prochaines années. La situation du marché du travail, marquée par une rareté de main-d'œuvre grandissante, ainsi que la mutation de l'économie, caractérisée par le développement

de systèmes de production s'appuyant sur l'intelligence artificielle et par l'apparition de nouveaux métiers issus de l'économie verte, du développement durable et de l'économie collaborative, requerront une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée et le développement de nouvelles compétences. La CPMT devra être en mesure d'adapter ses leviers d'intervention à ces nouvelles réalités.

Au cours de l'exercice 2017-2018, plus de 46 millions de dollars ont été accordés en subventions afin de soutenir les entreprises dans la réalisation de 889 projets de formation. Près de la moitié de ces subventions a été accordée dans le cadre du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT. La totalité du budget de ce programme de subvention a été investie pour répondre aux besoins pressants du marché du travail.

Par ailleurs, le Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique, qui permet d'outiller les entreprises souhaitant accueillir des stagiaires, a connu une croissance fulgurante; les demandes de soutien financier étant passées de 53 en 2016-2017 à 333 au cours de l'exercice suivant.

Enfin, je tiens à souligner les efforts soutenus et l'engagement des équipes de la direction du sous-ministre associé d'Emploi-Québec et secrétaire général de la CPMT, du Secrétariat de la CPMT, ainsi que des groupes de travail et des membres de l'assemblée délibérante de la CPMT sans qui les travaux pour adapter ces leviers d'intervention et répondre aux besoins des entreprises n'auraient pu être réalisés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente de la Commission des partenaires du marché du travail,



Audrey Murray

Montréal, novembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018	13
INTRODUCTION	14
LOI SUR LES COMPÉTENCES ET RÈGLEMENTS AFFÉRENTS	16
1 Détermination de la masse salariale	16
2 Dépenses de formation admissibles	16
2.1 Investissements en formation en 2016	17
2.2 Activités de formation déclarées pour 2016	18
3 Certificat de qualité des initiatives de formation	19
4 Mutuelles de formation	20
5 Certificat d'activité de formation admissible	22
6 Agrément et déontologie des organismes formateurs, des formatrices et des formateurs	22
AFFECTATION DES RESSOURCES ET PROGRAMMATION DU FONDS	24
1 Évolution de l'excédent cumulé du Fonds	24
2 Affectation des ressources du Fonds en 2017-2018 et sommes accordées au 31 mars 2018	26
3 Programmes, mesures et initiatives de la Commission	28
3.1 Programmes 2017-2018	29
3.1.1 Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi	29
3.1.2 Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi	30
3.1.3 Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique	30
3.1.4 Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT	30
3.1.5 Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions prioritaires par la CPMT	31
3.1.6 Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	31

3.2	Initiatives de la Commission et autres mesures	32
3.2.1	Initiatives de la Commission	32
3.2.2	Priorités stratégiques de la CPMT	32
3.2.2.1	Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT	32
3.2.2.2	Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région	33
3.2.2.3	Repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	33
3.3	Résultats	34
	ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES ET DU FONDS	40
	Revenus et charges	40
	Effectifs	41
	Frais d'exploitation et d'administration de la loi sur les compétences	41
	ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018	43
	Rapport de la direction	45
	Rapport de l'auditeur indépendant	46
	État des résultats et de l'excédent cumulé	48
	État de la situation financière	49
	État de la variation des actifs financiers nets	50
	État des flux de trésorerie	51
	Notes complémentaires	52

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

ANNEXES		64
Tableau des services tarifés		64
Tableaux des résultats des programmes de subvention du Fonds		66
Liste des bénéficiaires de subventions et sommes accordées par le Fonds en 2017-2018, par programme		77
Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi		77
Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi		80
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique		93
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT		105
Bourses de promotion de programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT		106
Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		168
Initiatives de la Commission		169
Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT		170
Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région		170
Repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		172
HYPERLIENS		175
TABLEAUX		
Tableau 1	Données relatives aux dossiers conciliés des employeurs assujettis à la loi sur les compétences (années civiles 2015 et 2016)	17
Tableau 2	Projets des mutuelles de formation financés dans le cadre d'un des programmes du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	21
Tableau 3	Nombre de titulaires d'un agrément au 31 mars 2016, au 31 mars 2017 et au 31 mars 2018	23
Tableau 4	Affectation des ressources du Fonds et subventions accordées en 2017-2018	27
Tableau 5	Projets acceptés et subventions accordées en 2016-2017 et 2017-2018 pour l'ensemble des programmes de subvention, des Initiatives de la Commission et des autres mesures, excluant les bourses de promotion	34

Tableau 6	Répartition des projets acceptés en 2016-2017 et 2017-2018 pour les programmes de subvention, les Initiatives de la Commission et les autres mesures, excluant les bourses de promotion	37
Tableau 7	Répartition des subventions accordées en 2016-2017 et 2017-2018 pour les programmes de subvention, les Initiatives de la Commission et les autres mesures, excluant les bourses de promotion	38
Tableau 8	Éléments liés aux Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT	39

GRAPHIQUES

Graphique 1	Données financières du Fonds	13
Graphique 2	Évolution des revenus, charges et de l'excédent cumulé du FDRCMO de 2013-2014 à 2017-2018	25

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018

**1,1 MILLIARD DE DOLLARS INVESTIS EN FORMATION
PAR LES EMPLOYEURS ASSUJETTIS**

LOI SUR LES COMPÉTENCES ET FONDS DE DÉVELOPPEMENT
ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

9 170¹

Employeurs assujettis

4 135

Formateurs, organismes formateurs
et services internes de formation agréés

89,4 %²

Proportion des employeurs qui déclarent investir
au moins 1 % de leur masse salariale en formation

46,2 MILLIONS DE DOLLARS³

Accordés en subventions

216

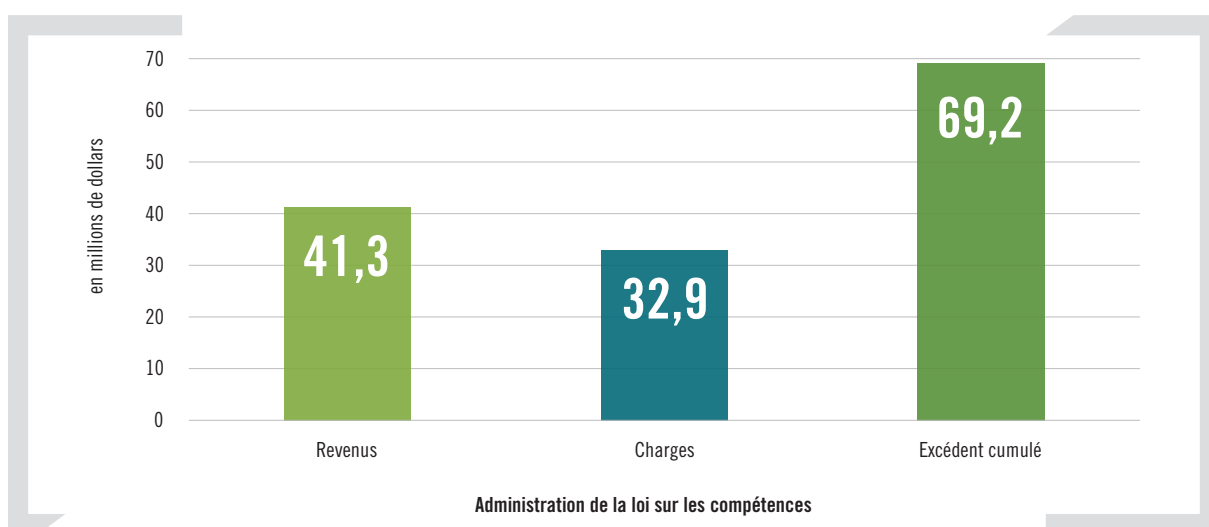
Employeurs détenteurs d'un certificat de qualité
des initiatives de formation

25 MILLIONS DE DOLLARS⁴

Cotisés au Fonds par les employeurs assujettis

GRAPHIQUE 1

DONNÉES FINANCIÈRES DU FONDS



1. Cette donnée provient de l'année civile 2016.
2. *Idem.*
3. Ce montant inclut les projets de formation et les ententes de service.
4. Cette donnée provient de l'année civile 2016.

INTRODUCTION

La Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi sur les compétences) a pour objectif d'améliorer la qualification et les compétences de la main-d'œuvre par :

- l'accroissement de l'investissement en formation;
- l'action concertée des partenaires du marché du travail;
- le développement des modes de formation;
- la reconnaissance des compétences des personnes en emploi.

La loi sur les compétences vise ainsi à favoriser l'emploi de même que l'adaptation, l'insertion en emploi et la mobilité de la main-d'œuvre actuelle et future. Une de ses principales mesures est que les employeurs ayant une masse salariale supérieure à 2 millions de dollars doivent investir l'équivalent de 1 % de leur masse salariale dans la formation de leur personnel ou verser la différence entre ce montant et celui qu'ils ont investi en formation au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Fonds), institué en vertu de la loi sur les compétences. C'est la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) qui adopte annuellement les programmes de subvention et le Plan d'affectation des ressources du Fonds.

En 2017-2018, le versement de crédits budgétaires gouvernementaux s'est poursuivi. Ces sommes visaient à financer spécifiquement la mise en place de deux nouveaux programmes de subvention, dont le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT (programme de formations de courte durée, ci-après), lancé à la fin de 2016-2017, et le programme de Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT (bourses de promotion, ci-après), mis en place au début de l'année 2017-2018.

Ces deux programmes ont d'ailleurs connu un succès important. Pour ce qui est du programme de formations de courte durée, 38 projets ont été acceptés pour un total de 19,8 millions de dollars, soit 99 % du budget qui était alloué à ce programme. Du côté des bourses de promotion, 98 % des établissements d'enseignement admissibles ont accepté de remettre des bourses aux élèves.

Dans le cadre de la programmation subventionnée à même les cotisations des employeurs, notons le succès du Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique, qui a connu une augmentation des demandes de subvention acceptées d'environ 600 % entre 2016-2017 et 2017-2018.

Le présent rapport d'activité concerne l'exercice financier 2017-2018, soit la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

LOI SUR LES COMPÉTENCES

(LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT ET LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE)

Règlement sur les dépenses admissibles

- Énumère les dépenses de formation que les employeurs assujettis peuvent comptabiliser.
- Formule les règles de calcul.
- Précise les pièces justificatives à conserver.
- Oblige l'employeur à remplir le formulaire *Déclaration des activités de formation*.

Règlement sur l'exemption applicable aux titulaires d'un certificat de qualité des initiatives de formation

- Établit les conditions de délivrance et de maintien d'un certificat de qualité des initiatives de formation (CQIF).

Règlement sur les mutuelles de formation

- Définit le rôle d'une mutuelle.
- Énonce les conditions et les obligations que doit respecter le demandeur pour la constitution et le maintien d'une mutuelle de formation.

Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation

- Édicte les conditions et les obligations à respecter pour obtenir et conserver un agrément à titre d'organisme formateur, de formatrice, de formateur ou de service de formation.

Règlement sur la déontologie des formateurs et des organismes formateurs

- Régit ou interdit certaines pratiques liées à la conduite professionnelle des formatrices, formateurs et organismes formateurs.
- Prévoit un processus de plainte et de sanction.

Règlement sur la détermination de la masse salariale

- Détermine le seuil d'assujettissement des employeurs à l'article 3 de la loi sur les compétences.

Règlement sur les frais exigibles en vertu de l'article 5 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

- Détermine les frais exigibles pour la délivrance d'un certificat d'activité de formation admissible.

Règlement sur les placements du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

- Détermine les placements qui peuvent être effectués à l'égard des sommes versées au Fonds.

LOI SUR LES COMPÉTENCES ET RÈGLEMENTS AFFÉRENTS

Pour que les objectifs de la loi sur les compétences soient atteints, diverses dispositions réglementaires sont instaurées. Ces règlements sont brièvement présentés dans le schéma de la page précédente.

1 DÉTERMINATION DE LA MASSE SALARIALE

Le Règlement sur la détermination de la masse salariale établit la masse salariale à partir de laquelle un employeur est tenu de participer, à l'égard d'une année civile, au développement de la formation de la main-d'œuvre comme le prescrit l'article 3 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (chapitre D-8.3).

Dans le but d'alléger le fardeau administratif des petites et moyennes entreprises (PME), le gouvernement du Québec a rehaussé le seuil d'assujettissement à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre en le faisant passer de un à deux millions de dollars. À cet effet, le gouvernement a modifié le Règlement sur la détermination de la masse salariale. Bien qu'adopté en 2016, le règlement haussant le seuil d'assujettissement s'appliquait rétroactivement à l'année civile 2015.

2 DÉPENSES DE FORMATION ADMISSIBLES

Le Règlement sur les dépenses de formation admissibles énumère les dépenses liées aux activités de formation que les employeurs assujettis peuvent comptabiliser pour se conformer à la loi sur les compétences. Il précise également les règles de calcul à appliquer et les pièces justificatives à conserver aux fins de vérification par Revenu Québec.

Une révision du Règlement a été entreprise en 2015-2016 pour répondre à deux préoccupations ministérielles :

1. Utiliser le Règlement sur les dépenses de formation admissibles comme un levier pour encourager les stages en entreprise et ainsi contribuer à l'effort de l'initiative adéquation formation-compétences-emploi;
2. Encadrer davantage les dépenses de formation admissibles liées aux colloques, congrès et séminaires.

La première de ces propositions exigeait d'abord de modifier la loi sur les compétences. Des travaux ont été amorcés à cet égard en 2015-2016 et la modification législative a été incluse dans la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, adoptée en novembre 2016. Actuellement, le Règlement est en publication dans la Gazette officielle. Il entrera en vigueur dès son approbation.

2.1 INVESTISSEMENTS EN FORMATION EN 2016

Les 9 170 employeurs assujettis de 2016 ont déclaré avoir investi un total de 1 121 millions de dollars dans la formation de leur personnel. Ainsi, le taux d'investissement déclaré représente toujours 1,0 % de la masse salariale de ces employeurs.

Seulement 10,6 % des employeurs assujettis ont versé une cotisation au Fonds, pour un total de 25 millions de dollars⁵.

NOTONS QUE LE TOTAL DANS TOUS LES TABLEAUX DU DOCUMENT PEUT DIVERGER EN RAISON DES ARRONDISSEMENTS SUCCESSIFS.

TABLEAU 1

DONNÉES RELATIVES AUX DOSSIERS CONCILIÉS DES EMPLOYEURS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LES COMPÉTENCES (ANNÉES CIVILES⁶)

Indicateurs	2015	2016	Variation de 2015-2016
Nombre d'employeurs assujettis	8 856	9 170	3,6 %
Masse salariale (en milliards de dollars)	107,8	108,3	0,5 %
Investissement en formation déclaré (en millions de dollars)	1 084	1 121	3,4 %
Taux d'investissement en formation déclaré	1,0 %	1,0 %	0,0 point de pourcentage
Pourcentage d'employeurs assujettis qui déclarent investir l'équivalent d'au moins 1 % de leur masse salariale	89,1 %	89,4 %	0,3 point de pourcentage
Nombre d'employeurs cotisants	965	970	0,5 %
Cotisations totales (en millions de dollars)	22	25	13,6 %
Proportion de la valeur des cotisations au Fonds par rapport à l'ensemble des investissements en formation	2,0 %	2,2 %	0,2 point de pourcentage

5. Cette donnée provient de l'année civile 2016.

6. Les données de 2016 sont extraites des fichiers de Revenu Québec au 5 juin 2018 et sujettes à changements. Les données de chaque année ne tiennent pas compte des renseignements et des rajustements subséquents qui peuvent les modifier pour chacune de ces années civiles. Les entreprises ayant reçu un certificat de qualité des initiatives de formation ne sont pas comptées dans les données de Revenu Québec. En effet, elles sont exemptées de comptabiliser leurs investissements en formation et de les transmettre à Revenu Québec.

2.2 ACTIVITÉS DE FORMATION DÉCLARÉES POUR 2016

Les employeurs assujettis à la loi sur les compétences doivent remplir annuellement le formulaire Déclaration des activités de formation en vertu du Règlement sur les dépenses de formation admissibles. Seuls les titulaires d'un certificat de qualité des initiatives de formation (CQIF) en sont exemptés. Grâce aux renseignements généraux qui lui sont ainsi transmis, la CPMT est informée des moyens que les employeurs utilisent pour atteindre l'objectif de formation fixé par la loi sur les compétences. Ces renseignements précisent également les catégories d'emploi concernées et indiquent le nombre d'employées ou employés ayant bénéficié de la formation au cours de l'année.

Depuis 2015, les employeurs peuvent remplir le formulaire à une date fixe, soit le 1^{er} février de chaque année pour les activités de formation données au cours de l'année civile précédente. Ainsi, les employeurs ont eu du 1^{er} février au 31 mai 2017 pour remplir leur formulaire et déclarer leurs activités de formation données pour l'année civile 2016.

Selon les résultats de la déclaration 2016, 64,8 %⁷ des employeurs assujettis ont répondu au formulaire. Ces employeurs regroupaient un peu moins de 2 millions d'employés, ce qui représentait environ 47 % des emplois au Québec pour l'année 2016. Plus de 50 % de ces employés ont reçu de la formation. Chaque employé formé a suivi, en moyenne, 28 heures de formation.

Les trois moyens de formation les plus déclarés, utilisés par les employeurs pour répondre aux obligations de la Loi, sont : les formations offertes dans le cadre d'un plan de formation de l'entreprise (76 %), les activités de formation offertes lors de colloques, congrès ou séminaires (72 %) et les formations offertes par des établissements d'enseignement reconnus (58 %).

7. Ce pourcentage ne tient compte que des déclarations considérées valides, c'est-à-dire celles pour lesquelles l'employeur s'est identifié comme assujetti, la déclaration a été remplie et elle ne contient pas de données jugées aberrantes.

3 CERTIFICAT DE QUALITÉ DES INITIATIVES DE FORMATION

En vertu du Règlement sur l'exemption applicable aux titulaires d'un certificat de qualité des initiatives de formation, un employeur qui s'engage dans une démarche de formation continue de son personnel en appliquant un processus de développement des compétences peut demander d'être exempté.

L'employeur titulaire d'un certificat de qualité des initiatives de formation n'a pas à fournir le formulaire Déclaration des activités de formation à la CPMT. Il est aussi exempté de déclarer annuellement le montant qu'il investit en formation à Revenu Québec et de verser au Fonds, le cas échéant, le montant non investi à ce chapitre, conformément à la loi sur les compétences.

En 2017-2018, 17 nouveaux certificats ont été délivrés et 60 des certificats qui venaient à échéance au 31 décembre 2017 ont été renouvelés. Cela porte à 216 le nombre d'employeurs qui en sont titulaires au 31 mars 2018. Ces titulaires œuvrent dans presque tous les secteurs d'activité⁸. Seuls les secteurs de la gestion de sociétés et d'entreprises ainsi que celui des services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement ne sont pas représentés. Les secteurs d'activité regroupant le plus de titulaires sont la fabrication (18,1 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (16,2 %) et les finances et assurances (15,7 %).

8. Selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

4 MUTUELLES DE FORMATION

Une mutuelle de formation est un regroupement d'entreprises ou d'organisations, constitué en personne morale en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), qui vise à structurer, développer et mettre en œuvre des services de formation répondant aux caractéristiques communes et aux besoins particuliers de la main-d'œuvre d'un secteur d'activité ou d'une clientèle spécifique. La mutualisation des services de formation représente un mécanisme de choix en vue d'aider les employeurs à assurer à leur personnel la formation nécessaire pour maintenir et développer ses compétences, tout en réalisant l'objectif de la Loi. Une mutuelle est reconnue pour une période de trois ans, renouvelable, sur demande, pour la même durée.

En 2017-2018, sept mutuelles de formation étaient reconnues. Notons qu'au cours de l'année, aucune nouvelle demande de reconnaissance n'a été déposée et un certificat a été renouvelé, celui de la Mutuelle de formation Détail Québec.

Les mutuelles en activité étaient les suivantes :

- Académie des entrepreneurs généraux;
- Centre d'excellence en formation de l'ACQ;
- Comité paritaire d'installation d'équipement pétrolier du Québec;
- Conseil québécois des entreprises adaptées;
- Institut national de l'image et du son (INIS);
- Mutuelle de formation des entreprises d'insertion du Québec;
- Mutuelle de formation Détail Québec.

Les mutuelles de formation sont également reconnues à titre de promoteurs admissibles dans le cadre des programmes Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi et Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT.

En 2017-2018, neuf projets réalisés par des mutuelles de formation ont été financés par l'entremise du programme Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi, pour un montant total de subventions de 613 250 \$.

TABLEAU 2

PROJETS DES MUTUELLES DE FORMATION FINANCÉS DANS LE CADRE
D'UN DES PROGRAMMES DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Nom de la mutuelle bénéficiaire	Titre du projet	Montant accordé
Académie des entrepreneurs généraux du Québec	CEGQ - Insertion Emploi	84 647 \$
Académie des entrepreneurs généraux du Québec	Projet de formation en ligne sur le logiciel Building Information Modeling (BIM)	134 606 \$
Académie des entrepreneurs généraux du Québec	Utilisation des technologies numériques comme outils d'apprentissage (gestion stratégique d'un échéancier)	57 380 \$
Académie des entrepreneurs généraux du Québec	Utilisation des technologies numériques comme outils d'apprentissage (gestion et préparation de dossiers de réclamation en construction)	34 207 \$
Centre d'excellence en formation de l'Association de la construction du Québec (ACQ)	Diffusion de quatre projets de formation dans l'industrie de la construction	49 461 \$
Conseil québécois des entreprises adaptées	Programme de développement des compétences des gestionnaires de premier niveau des entreprises adaptées	52 662 \$
Mutuelle de formation Détail Québec	Prestations de 35 ateliers de formation adaptés au secteur du commerce de détail	99 697 \$
Mutuelle de formation des entreprises d'insertion du Québec	Programmation 2017-2018 : 8 formations	53 139 \$
Mutuelle de formation des entreprises d'insertion du Québec	Rehaussement et développement de compétences pour les travailleurs du Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ)	47 451 \$

5 CERTIFICAT D'ACTIVITÉ DE FORMATION ADMISSIBLE

Le certificat d'activité de formation admissible atteste qu'une initiative de formation qu'envisage un employeur peut être considérée comme une dépense admissible aux fins de l'application de la loi sur les compétences. Les coûts d'un tel certificat sont précisés dans le Règlement sur les frais exigibles en vertu de l'article 5 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

La majorité des demandes de certificat proviennent de promoteurs d'événements qui désirent s'assurer de l'admissibilité, au regard de la loi sur les compétences, des activités de formation qu'ils proposent aux employeurs assujettis dans le cadre des activités qu'ils organisent. Ces activités se présentent généralement sous la forme de colloques, de congrès ou de séminaires. Ainsi, au cours de l'exercice, 71 certificats ont été remis à des promoteurs d'événements.

Quoique certaines dépenses engagées pour une formation donnée au personnel à l'occasion de colloques, de congrès ou de séminaires puissent être admissibles selon les critères de la loi sur les compétences, le certificat permet de rassurer les employeurs relativement à l'admissibilité de frais de cette nature. Il n'est toutefois pas obligatoire d'être titulaire du certificat pour déclarer les dépenses engagées.

6 AGRÉMENT ET DÉONTOLOGIE DES ORGANISMES FORMATEURS, DES FORMATRICES ET DES FORMATEURS

Le certificat d'agrément est délivré aux organismes formateurs, aux formatrices et formateurs et aux services de formation des employeurs qui satisfont aux conditions que prescrit le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation. Il s'agit essentiellement d'un moyen de faciliter la reconnaissance des dépenses de formation admissibles des employeurs assujettis à la loi sur les compétences.

Les titulaires doivent se conformer aux normes qu'établit le Règlement sur la déontologie des formateurs et des organismes formateurs. Notons qu'une révision des règlements a été entreprise et qu'un projet de règlement a été adopté par la Commission des partenaires du marché du travail. Celui-ci a pour effet, notamment, de fusionner le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation et le Règlement sur la déontologie des formateurs et des organismes, et serait renommé Règlement sur l'agrément et la déontologie des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation. Il a été publié dans la Gazette officielle du Québec en préavis le 18 mars 2018 pour une période de 45 jours. Il est donc probable que le nouveau règlement entre en vigueur au cours de 2018-2019.

Depuis les sept dernières années, le nombre de titulaires d'agrément a varié entre 4 410, au plus bas en 2016-2017, et 5 369 au plus haut en 2012-2013. À l'exception d'une année, les fluctuations étaient à la hausse une année et à la baisse l'année suivante. Il est probable que la période de validité du certificat explique les variations, puisqu'elle est de deux ans.

TABLEAU 3

NOMBRE DE TITULAIRES D'UN AGRÉMENT AU 31 MARS 2016, AU 31 MARS 2017
ET AU 31 MARS 2018

Types d'agrément	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Organismes formateurs (personnes morales, y compris sociétés ou organismes à but non lucratif [OBNL])	2 159	2 044	1 953
Formatrices et formateurs (individus)	1 893	1 763	1 620
Services de formation d'un employeur unique	579	488	456
Services de formation multiemployeurs	141	115	106
Nombre total de titulaires d'un agrément	4 772	4 410	4 135

AFFECTATION DES RESSOURCES ET PROGRAMMATION DU FONDS

1 ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DU FONDS

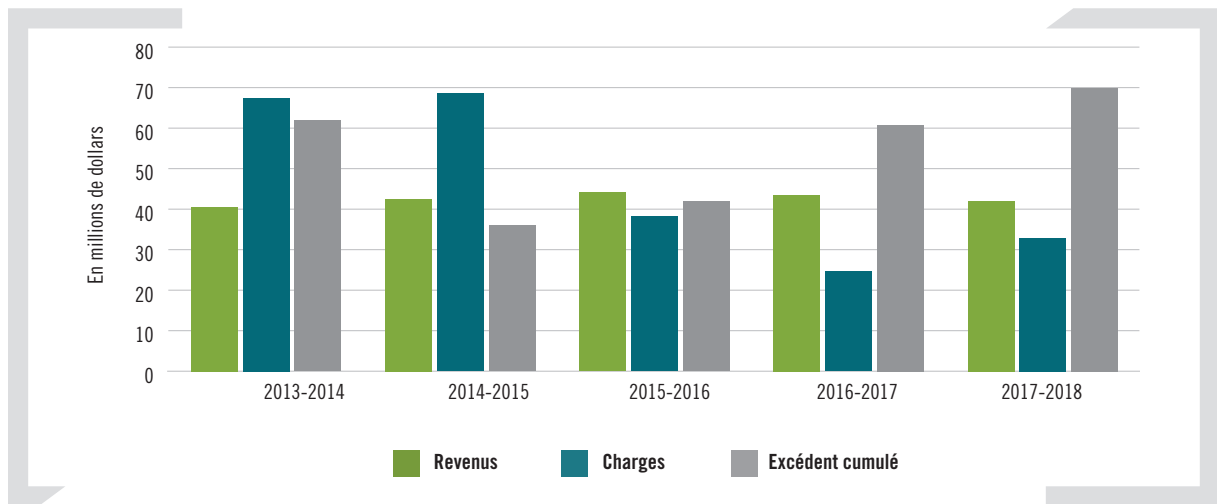
Au cours des dix dernières années, les décisions stratégiques de la Commission sur le plan de l'affectation annuelle du Fonds ont tenu compte de plusieurs facteurs, notamment de ceux relatifs à l'évolution des revenus de cotisation des employeurs et des charges, à l'excédent cumulé de même qu'aux engagements financiers pris dans le cadre des programmes de subvention, qui évoluent au fil des années selon le volume de demandes reçues et le nombre de subventions accordées.

En réaction à l'augmentation graduelle de l'excédent cumulé, la Commission a convenu, en 2011, d'une stratégie d'utilisation optimale du Fonds visant à réduire cet excédent, tout en assurant la pérennité du Fonds.

Pour la période 2013-2014 à 2017-2018, la Commission a adopté des affectations annuelles totalisant près de 289 millions de dollars, frais d'exploitation et d'administration inclus. De 2013-2014 à 2015-2016, les investissements résultant des affectations ont fait passer l'excédent cumulé de 61,9 millions de dollars à 41,9 millions de dollars. Cependant, à partir de 2016-2017, il a commencé à augmenter à la suite de la réception des crédits budgétaires annuels de 12 millions de dollars provenant du gouvernement du Québec. Cette contribution concerne le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT ainsi que le programme des Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT, deux programmes qui ont été mis en œuvre en 2017-2018.

En 2017-2018, l'excédent cumulé a atteint 69,9 millions de dollars et il inclut une somme de 36 millions de dollars provenant de la contribution du gouvernement du Québec pour les années 2015-2016 à 2017-2018.

La Commission cherche à atteindre l'équilibre entre les revenus et les charges du Fonds et à maintenir un excédent lui permettant d'agir si la conjoncture économique le demande.

**GRAPHIQUE
2****ÉVOLUTION DES REVENUS, CHARGES ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DU FDRCMO DE 2013-2014 À 2017-2018**

2 AFFECTATION DES RESSOURCES DU FONDS EN 2017-2018 ET SOMMES ACCORDÉES AU 31 MARS 2018

En vertu de la loi sur les compétences, la Commission des partenaires du marché du travail adopte annuellement le Plan d'affectation des ressources du Fonds. Ce plan, qui découle des priorités qu'elle établit et qui indique les budgets alloués à chaque programme de subvention, est approuvé par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Dans la perspective d'assurer la pérennité du Fonds à la suite du discours sur le budget 2015-2016, qui a réduit d'un montant estimé à 12 millions de dollars les revenus de cotisation des employeurs, principale source de revenu du Fonds, un plan d'affectation de 34,5 millions de dollars a été approuvé pour les programmes, Initiatives et priorités stratégiques de la CPMT ainsi que pour les frais d'exploitation et d'administration du Fonds au début de l'exercice financier 2017-2018.

Afin de répondre aux besoins de différents promoteurs collectifs et entreprises, deux réaménagements budgétaires, à somme nulle, ont été effectués au cours de l'année. Aucun changement n'a été apporté aux frais d'exploitation et d'administration.

Le tableau 4 présente la répartition des ressources affectées pour 2017-2018.

À la somme de 34,5 millions de dollars prévue pour les programmes, mesures, Initiatives et priorités stratégiques de la CPMT, la contribution de 24 millions de dollars du gouvernement du Québec, résultant des mesures budgétaires 2015-2016, a été ajoutée aux revenus du Fonds. Il s'agit des fonds prévus pour les années 2015-2016 et 2016-2017 qui ont été reportés. En effet, la mise en œuvre de ces programmes exigeait au préalable l'adoption de la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, qui apportait des modifications à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Ces modifications permettent, entre autres, à la CPMT d'agir auprès de la main-d'œuvre future pour la formation de personnes sans lien d'emploi. Le projet de loi ayant été sanctionné en novembre 2016, les programmes ont pu par la suite démarrer.

Le tableau 4 sur l'affectation des ressources du Fonds de 2017-2018 exclut ce montant de 24 millions de dollars, dont 20 millions prévus pour le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT et 4 millions de dollars pour les Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT. Ces programmes ont fait l'objet d'un plan d'affectation spécifique que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances ont autorisé conjointement.

TABLEAU 4**AFFECTATION DES RESSOURCES DU FONDS
ET SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2017-2018**

Programmes du Fonds, Initiatives de la Commission et frais d'exploitation et d'administration ⁹	Plan d'affectation approuvé 2017-2018 (en millions de dollars)	Ajustement 2017-2018 (en millions de dollars)	Plan d'affectation modifié 2017-2018 (en millions de dollars)
Programmes du Fonds, Initiatives de la Commission et priorités stratégiques :			
■ Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi	12,1	0,9	13,0
■ Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi	6,0	2,5	8,5
■ Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique	1,5	(0,2)	1,3
■ Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	1,0	-	1,0
■ Initiatives de la Commission	2,8	(1,8)	1,0
■ Priorités stratégiques de la CPMT			
■ Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région	3,7	(1,4)	2,3
■ Programme visant l'amélioration des compétences selon les priorités stratégiques de la CPMT	0,5	-	0,5
■ Repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	0,75	-	0,75
■ Campagne de promotion	0,15	-	0,15
Total partiel – programmes, Initiatives et priorités stratégiques	28,5	0,0	28,5
Frais d'exploitation et d'administration :			
■ Frais attribuables à l'application de la loi sur les compétences	2,2	-	2,2
■ Frais attribuables au traitement des demandes de subventions	3,8	-	3,8
Total partiel – frais d'exploitation et d'administration	6,0	-	6,0
TOTAL	34,5		34,5

9. Excluant la contribution de 24 millions de dollars du gouvernement du Québec pour le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT (20 millions de dollars) et pour le programme Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT (4 millions de dollars), ce dernier faisant l'objet d'un plan d'affectation spécifique.

3 PROGRAMMES, MESURES ET INITIATIVES DE LA COMMISSION

En vertu de la loi sur les compétences, la CPMT établit des programmes de subvention dont les barèmes et les limites sont soumis à l'approbation du ministre.

Chaque année, la CPMT conçoit ou révisé les programmes de subvention du Fonds. À cette fin, elle prend notamment en compte les objectifs de la loi sur les compétences, les orientations adoptées dans son plan stratégique ainsi que les résultats obtenus grâce à ces subventions.

Avec l'adoption de la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, l'année 2017-2018 a été marquée par l'entrée en vigueur d'un nouveau programme : Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT.

La mise en œuvre de ce programme exigeait au préalable des modifications à la loi sur les compétences. Rappelons que ces modifications avaient comme objectif de permettre à la CPMT d'agir auprès de la main-d'œuvre future, soit les personnes inscrites à des programmes d'études professionnelles ou techniques, les stagiaires sans lien d'emploi et les personnes sans emploi.

Une nouvelle mesure a aussi vu le jour en 2017-2018 : les Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région. Cette mesure vise à soutenir les conseils régionaux des partenaires du marché du travail dans l'identification des besoins et des déséquilibres de leur région, la priorisation de ces besoins et la mise en œuvre des actions requises pour répondre aux problématiques priorisées.

Les autres programmes de subvention du Fonds 2017-2018 ont été revus en profondeur, sous l'angle de l'amélioration de leur complémentarité avec la mesure de formation – volet entreprises d'Emploi-Québec. Cet exercice a permis de bonifier l'offre de services aux entreprises et de s'assurer de la cohérence des interventions de la CPMT.

3.1 PROGRAMMES 2017-2018

Cette section décrit d'abord chacun des programmes de subvention du Fonds et en présente ensuite les principaux résultats.

3.1.1 Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi

Ce programme vise le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre en emploi au moyen de projets de promoteurs collectifs dont les actions touchent le personnel de plusieurs entreprises. Avec cette approche commune, la CPMT souhaite créer un effet multiplicateur et soutenir des projets qui peuvent s'adresser à des entreprises réparties sur l'ensemble du territoire québécois. Les formations offertes sont adaptées en fonction des besoins des entreprises et répondent aux besoins de main-d'œuvre qualifiée du marché du travail. En ce sens, le programme permet de renforcer l'adéquation entre la formation et l'emploi.

La CPMT continue de procéder par appel de projets pour deux des volets du programme :

- Volet 3 : Formation continue en entreprise;
- Volet 4 : Développement des compétences au moyen de stages rémunérés en entreprise.

Les demandes de subventions présentées dans les autres volets du programme sont traitées en continu. Il s'agit des volets suivants :

- Volet 1 : Formation de base et alphabétisation;
- Volet 2 : Francisation des milieux de travail.

Dans un objectif de simplification des programmes et pour réserver un montant alloué au Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, le volet pour sa mise en œuvre a été isolé du programme Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi (voir la section 3.1.6). Toutefois, les barèmes et les modalités demeurent les mêmes.

3.1.2 Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi

Ce programme est le moyen que le Fonds privilégie pour aider les entreprises individuellement. Déployé en région par Services Québec, il élargit l'offre de services de ce réseau en lui donnant la possibilité de répondre à des besoins complémentaires à ceux déjà couverts par la Mesure de formation de la main-d'œuvre – volet entreprises que finance le Fonds de développement du marché du travail.

Chaque année, les ressources affectées au programme Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi sont réparties entre les 17 régions administratives du Québec, notamment en fonction du nombre d'employeurs dans chacune d'elles. La proximité du personnel de Services Québec avec les entreprises et la qualité de son rôle-conseil facilitent le déploiement du programme en région.

Cette année, le volet Développement de la main-d'œuvre dans un contexte de croissance et de création d'emplois (10 à 49 emplois) a été ajouté au programme. Les entreprises dans cette situation n'avaient aucun soutien gouvernemental pour former leur main-d'œuvre. Cet ajout élargit l'offre de services aux entreprises de la Commission des partenaires du marché du travail en étant complémentaire avec les Projets économiques d'envergure soutenus par le Fonds de développement du marché du travail.

Les autres volets du programme visent la formation de base, la francisation des milieux de travail et le rehaussement des compétences dans un contexte de mobilité interne.

3.1.3 Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique

Ce programme permet à la CPMT d'accorder un soutien financier aux entreprises qui accueillent des stagiaires en vertu d'un programme de formation professionnelle ou technique offert par un établissement d'enseignement reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le programme octroie un incitatif financier aux entreprises pour les aider à se structurer lorsqu'elles accueillent un ou des stagiaires. Les superviseuses ou superviseurs de stage doivent suivre une formation en supervision donnée dans un établissement d'enseignement du réseau des commissions scolaires ou du réseau des cégeps afin d'être mieux outillés pour accompagner les stagiaires.

3.1.4 Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT

Le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT (ci-après, programme de formations de courte durée) permet de soutenir l'élaboration, l'adaptation et la diffusion de formations professionnelles ou techniques qualifiantes de courte durée intégrant des stages en entreprise. Le programme vise ainsi à :

- répondre aux besoins des entreprises qui vivent des difficultés de recrutement de main-d'œuvre professionnelle ou technique;
- augmenter l'engagement des entreprises dans la formation de la main-d'œuvre actuelle et future.

3.1.5 Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT

Le programme Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT permet d'inciter la main-d'œuvre future à s'orienter vers des domaines où la main-d'œuvre est insuffisante et ainsi :

- d'encourager les inscriptions dans les programmes de formation professionnelle ou technique menant à des professions que la CPMT priorise et où les candidatures font défaut;
- d'encourager la persévérance scolaire et l'obtention d'un diplôme dans ces programmes d'études.

3.1.6 Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

La Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre permet aux comités sectoriels de main-d'œuvre d'obtenir une subvention pour les projets visant :

- l'élaboration ou la révision de normes professionnelles ou de stratégies d'apprentissage ou de reconnaissance des compétences;
- l'implantation de normes professionnelles dans des entreprises par l'intermédiaire d'activités de promotion macrosectorielles;
- la formation de compagnes et de compagnons;
- la mise en œuvre d'outils de reconnaissance des compétences de personnes en emploi, y compris l'évaluation de travailleuses et de travailleurs;
- l'accès à une formation visant l'acquisition des compétences nécessaires à l'obtention d'un certificat de qualification lié à une norme professionnelle.

3.2 INITIATIVES DE LA COMMISSION ET AUTRES MESURES

3.2.1 Initiatives de la Commission

Les Initiatives de la Commission sont financées à l'aide d'une enveloppe budgétaire prévue au plan d'affectation annuel du Fonds, qui permet d'accorder des subventions aux partenaires du marché du travail afin de parrainer ou de réaliser des projets spéciaux et innovants qui répondent à des besoins stratégiques de la CPMT. Ces projets renforcent le partenariat entre les membres et servent à expérimenter, entre autres, de nouvelles approches et pratiques pertinentes pour améliorer l'adéquation formation-compétences-emploi – par exemple, des sujets d'intérêt tels le développement des compétences numériques ou des stages dans les entreprises, ou encore, le partenariat entre les entreprises et les établissements d'enseignement.

3.2.2 Priorités stratégiques de la CPMT

À l'automne 2016, en prenant connaissance d'un excédent cumulé au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre supérieur aux estimations, les membres de la Commission des partenaires du marché du travail ont décidé d'affecter un montant pour soutenir des priorités stratégiques, dont :

- la réalisation d'une campagne de promotion et de valorisation des professions à prioriser;
- le soutien à des initiatives locales de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi avec le concours des conseils régionaux des partenaires du marché du travail;
- le repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

3.2.2.1 Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT

Ce programme soutient des diagnostics, des analyses ou des études relatifs à l'amélioration des connaissances, selon les priorités stratégiques de la CPMT.

Les résultats des projets permettent de mieux connaître et d'améliorer les pratiques en matière de formation et de qualification de la main-d'œuvre, tout en fournissant aux preneurs de décisions de l'information utile.

Ce programme remplace le Programme de subvention à la recherche appliquée.

3.2.2.2 Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région

Depuis l'adoption de la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, les conseils régionaux des partenaires du marché du travail ont un rôle accru dans l'identification des besoins et des déséquilibres dans leur région, la priorisation de ces besoins et la mise en œuvre des actions requises pour corriger les déséquilibres identifiés.

En réponse à ce nouveau rôle, la CPMT a offert aux conseils régionaux un levier financier afin qu'ils agissent comme structure de concertation pour lancer des projets qui répondent aux besoins spécifiques du marché du travail à l'échelle régionale. Ces projets concertés et à caractère innovant ciblent des secteurs d'activité prometteurs pour le développement économique et le développement de l'emploi régional.

Ces projets ont pour objectifs de :

- favoriser l'arrimage entre le développement des compétences de la main-d'œuvre actuelle et future, le développement de l'emploi et le développement économique, au niveau local ou régional;
- répondre à des problématiques de rareté de main-d'œuvre et de compétences en région;
- favoriser une plus grande adéquation entre la formation, les compétences et l'emploi.

3.2.2.3 Repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

Depuis 2001, le Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Cadre, ci-après) balise le développement des normes professionnelles. Le Programme d'apprentissage en milieu de travail est la plus importante stratégie. Le Cadre ne prévoit pas de formation prescrite concernant les savoirs liés à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques propres à un métier ou à un secteur (ce que les Anglo-Saxons nomment les « STEM »). Ainsi, l'absence de formation liée à ces savoirs, généralement couverte par un diplôme d'études professionnelles, constitue un frein à la capacité du Programme d'apprentissage en milieu de travail à former les travailleuses et les travailleurs dans les métiers complexes.

Une partie de l'enveloppe affectée aux priorités stratégiques de la CPMT, a donc été investie pour :

- développer, adapter ou revoir le contenu des STEM (pour des métiers ou des secteurs couverts par une norme professionnelle);
- expérimenter des outils numériques pour la formation des apprenties et apprentis dans des secteurs ciblés en fonction des besoins;
- identifier des modalités d'offre de formation sur les STEM (approche à distance, temps partiel, alternance travail-études, webinaire, etc.). La durée ou le contenu pourront varier selon les cheminements et les connaissances à acquérir par les apprenties et apprentis.

À terme, les résultats de ces travaux pourraient permettre de revoir les paramètres d'application du Cadre afin d'intégrer les STEM comme partie constituante des normes professionnelles.

3.3 Résultats

Cette section présente le nombre de projets et les montants accordés pour chacun des programmes, mesures et initiatives du Fonds.

Le tableau 5 démontre que les subventions accordées et le nombre de projets acceptés au cours de l'exercice financier 2017-2018 ont augmenté par rapport à l'année précédente. Ces résultats sont attribuables à la popularité de certains programmes de subvention comme le Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique, où le nombre de projets acceptés a connu une augmentation d'environ 600 %, et le Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi, où le nombre de projets acceptés a presque doublé.

TABLEAU 5

PROJETS ACCEPTÉS ET SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018 POUR L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES DE SUBVENTION, DES INITIATIVES DE LA COMMISSION ET DES AUTRES MESURES, EXCLUANT LES BOURSES DE PROMOTION

Exercice financier	Nombre de projets acceptés	Subventions accordées (en M\$)
2016-2017 ¹⁰	377	20,2
2017-2018 ¹¹	889	46,0

Les tableaux 6 et 7 présentent la répartition des projets acceptés et des montants accordés par programme. De façon générale, on observe une augmentation tant du nombre de projets que des montants alloués, qui ont plus que doublé, ce qui concorde avec l'augmentation des sommes affectées aux programmes du Fonds.

Ces tableaux montrent, entre autres, le succès des nouveaux programmes lancés en 2016-2017 : le programme de formations de courte durée et le Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique. Du côté du programme de formations de courte durée, 38 projets ont été acceptés en 2017-2018 comparativement à un seul en 2016-2017. Cette situation s'explique par le fait que le programme a été lancé au quatrième trimestre de l'année 2016-2017 et qu'il faut un certain temps pour que les promoteurs le connaissent bien, mettent sur pied un projet et présentent une demande de subvention. Environ 99 % du montant alloué à ce programme a été accordé.

10. En 2016-2017, le nombre de projets exclut les 14 ententes de services professionnels conclues entre la Commission des partenaires du marché du travail et les organismes nationaux qui en sont membres, soit une valeur totale de 165 000 \$.

11. En 2017-2018, le nombre de projets exclut les 14 ententes de services professionnels conclues entre la Commission des partenaires du marché du travail et les organismes nationaux qui en sont membres, soit une valeur totale de 145 000 \$.

Selon les données présentées par les promoteurs, les subventions accordées en 2017-2018 dans le cadre du programme de formations de courte durée permettront de former 1 116 travailleuses et travailleurs provenant de 366 entreprises dans différents secteurs d'activité. Vingt promoteurs ont bénéficié d'une subvention, alors que sept d'entre eux ont reçu plusieurs subventions totalisant 14 millions de dollars, ce qui représente 71 % du montant total accordé.

Le montant accordé par projet dépasse 1 million de dollars dans 18 % des projets (7 projets) et le coût moyen des projets par participant s'établit à 17 750 \$. Compte tenu de la nature de ces projets, il est normal que le coût moyen par participant soit plus élevé que dans les autres programmes du Fonds.

Pour ce qui est du programme incitatif pour l'accueil de stagiaires, le nombre de projets acceptés a connu une augmentation importante, passant de 53 projets en 2016-2017 à 333 en 2017-2018. Ceci s'explique encore une fois par le fait que les établissements d'enseignement ont eu le temps de se familiariser avec le programme en 2016-2017 et de préparer la formation de superviseuses et superviseurs de stage. Ils étaient prêts en 2017-2018 à promouvoir le programme auprès des entreprises. En fait, 95,8 % du montant alloué à ce programme a été accordé. Le nombre de superviseuses et superviseurs de stage formés en 2017-2018 est de 390 comparativement à 74 l'année précédente. Par ailleurs, 400 personnes suivront un stage de développement ou de mise en œuvre des compétences dans les entreprises ayant reçu une subvention. En 2017-2018, les subventions accordées concernent surtout les stages de développement des compétences (91 %), dont la majorité se déroulent lorsque la personne suit un programme de formation professionnelle. Les stages de mise en œuvre des compétences, dont la majorité se déroulent lorsque la personne suit un programme de formation technique, représentent 9 % des subventions accordées.

Les tableaux démontrent aussi que le montant accordé par projet est plus important dans le programme Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi (soutien collectif) que dans le Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi (soutien régionalisé). Cette situation, observée chaque année, s'explique notamment par la nature des projets collectifs, qui touchent plusieurs entreprises et plusieurs régions à la fois. En 2017-2018, le nombre de projets acceptés dans le soutien collectif a diminué de 23 %, passant de 132 en 2016-2017 à 102 en 2017-2018. Cette diminution correspond au montant alloué au programme dans le plan d'affectation des ressources du Fonds.

Notons également que 17 % du montant accordé dans le soutien collectif vise des professions priorisées par la CPMT, comparativement à 12 % l'année précédente. Des 27 professions en déficit de main-d'œuvre à l'échelle nationale, 30 % ont été ciblées par ces projets. L'augmentation du nombre de projets pour ces métiers favorise une meilleure adéquation entre les besoins de main-d'œuvre des entreprises et l'offre d'une main-d'œuvre qualifiée.

Des tableaux présentant la répartition des projets acceptés et des sommes accordées, selon les volets du programme et selon le type de promoteurs, sont fournis en annexe.

Comparativement à 2016-2017, on constate une augmentation importante du montant alloué au soutien régionalisé, ce qui concorde avec l'augmentation du montant global accordé aux programmes de subvention du Fonds et avec les préoccupations exprimées par les directions régionales de Services Québec pour ce qui est de répondre aux besoins des entreprises. Près de 70 % du montant total accordé était dédié à la francisation des milieux de travail : 270 entreprises ont reçu une aide financière à cet effet.

Des tableaux en annexe présentent la répartition des projets acceptés et des sommes accordées, selon les volets du programme et les régions.

Du côté de la Mise en œuvre du Cadre du développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, le nombre de projets acceptés est resté stable alors que le montant accordé a augmenté de plus de 25 %. Cela s'explique, entre autres, par le fait qu'il y a eu davantage de projets concernant la révision des normes professionnelles en 2017-2018 qu'en 2016-2017 et qu'à l'opposé, il y a eu moins de projets dans le volet implantation des normes professionnelles en 2017-2018 qu'en 2016-2017. Or, les projets concernant la révision de normes professionnelles sont plus coûteux que les projets d'implantation par la nature même de leurs activités. Des tableaux en annexe présentent la répartition des projets subventionnés en 2016-2017 et 2017-2018 dans le cadre du programme Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Le Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT a remplacé le Programme de subvention à la recherche appliquée. Tout comme l'année précédente, un seul projet a été accepté.

En ce qui concerne les Initiatives de la Commission, un montant de 534 840 \$ a été accordé en 2017-2018 comparativement à 1 363 499 \$ l'année précédente. Cette différence s'explique par le nombre de projets reçus ainsi que les montants accordés en subventions.

Pour ce qui est des Priorités stratégiques de la CPMT, 15 conseils régionaux des partenaires du marché du travail ont recommandé l'approbation de 28 projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région. 88 % des régions ont accordé un montant total de 2 134 097 \$, soit une moyenne de 142 273 \$ par région. Bien que la majorité des régions aient soumis des projets, certaines ont été plus actives que d'autres, dont le Saguenay–Lac-Saint-Jean avec un montant accordé correspondant à 17 % du budget total.

Finalement, deux projets ont été acceptés dans le cadre du repositionnement du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre; ils totalisent 11 % du montant affecté à cette mesure. Cela s'explique par le fait que ces projets d'envergure sont très complexes et prennent un certain temps à développer.

TABLEAU 6

RÉPARTITION DES PROJETS ACCEPTÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
POUR LES PROGRAMMES DE SUBVENTION, LES INITIATIVES DE LA COMMISSION
ET LES AUTRES MESURES, EXCLUANT LES BOURSES DE PROMOTION

Programmes de subvention et autres mesures	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi	131 (33,5)	102 (11,3)
Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi	186 (47,6)	364 (40,3)
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique	53 (13,6)	333 (36,9)
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT	1 (0,2)	38 (4,2)
Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	19 ¹²	18 (2,0)
Initiatives de la Commission ¹³	19 (4,9)	17 (1,9)
Priorités stratégiques de la CPMT		
Programme de subvention à la recherche appliquée / Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT ¹⁴	1 (0,2)	1 (0,1)
Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région	N/A	28 (3,1)
Révision du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	N/A	2 (0,2)
TOTAL	391 (100,0)	903 (100,0)

12. En 2016-2017, la Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre était un volet du programme Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi. Le nombre de projets est donné à titre comparatif et ne s'additionne pas aux autres nombres pour arriver au total. Il est inclus dans le nombre de projets du Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi.

13. Pour 2016-2017 et 2017-2018, le nombre de projets inclut les 14 ententes de services professionnels conclues entre la Commission des partenaires du marché du travail et les organismes nationaux qui en sont membres.

14. Le nom du programme a été modifié en 2017-2018.

TABLEAU 7

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018 POUR LES PROGRAMMES DE SUBVENTION, LES INITIATIVES DE LA COMMISSION ET LES AUTRES MESURES, EXCLUANT LES BOURSES DE PROMOTION

Programmes de subvention et autres mesures	2016-2017 \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi	14 580 037 (72,2)	12 987 065 (28,1)
Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi	3 715 810 (18,4)	8 133 582 (17,6)
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires en formation professionnelle et technique	192 000 (1,0)	1 246 000 (2,7)
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT	259 982 (1,3)	19 808 834 (42,9)
Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	797 818 ¹⁵	1 010 402 (2,2)
Initiatives de la Commission ¹⁶	1 363 499 (6,7)	534 840 (1,2)
Priorités stratégiques de la CPMT		
Programme de subvention à la recherche appliquée / Programme visant l'amélioration des connaissances selon les priorités stratégiques de la CPMT ¹⁷	72 477 (0,4)	221 660 (0,5)
Projets stratégiques de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi en région	N/A	2 134 097 (4,6)
Révision du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	N/A	85 841 (0,2)
TOTAL	20 183 805 (100,0)	46 162 321 (100,0)

15. En 2016-2017, la mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre était un volet du programme Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi. Le montant est donné à titre comparatif et ne s'additionne pas aux autres montants pour arriver au total. Il est inclus dans le montant du Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi.

16. Le nom du programme a été modifié en 2017-2018.

17. Pour 2016-2017 et 2017-2018, les montants accordés incluent les 14 ententes de services professionnels conclues entre la Commission des partenaires du marché du travail et les organismes nationaux qui en sont membres.

En 2017-2018, la Commission des partenaires du marché du travail a remis pour la première fois des Bourses de promotion de programmes de formation menant aux professions priorisés par la CPMT. Ainsi, 2 000 bourses ont été distribuées parmi 119 établissements d'enseignement offrant des programmes d'études menant à l'exercice d'une profession inscrite sur la liste des professions à prioriser et pour lesquels il y avait un déficit d'inscriptions. Seulement deux établissements ont refusé de remettre des bourses, et ce, parce qu'ils n'offraient pas les programmes d'études visés pendant l'année scolaire 2017-2018. Ainsi, un total de 1 993 bourses ont été officiellement réparties dans toutes les régions du Québec. Les établissements d'enseignement ont jusqu'au 31 octobre 2018 pour transmettre le nom des boursières et boursiers au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cet élément explique pourquoi tous les premiers versements n'ont pas été effectués pendant l'année financière 2017-2018.

La répartition des bourses indique que la région de la Montérégie a reçu le plus de bourses (501), suivie par Montréal (244), puis par la Capitale-Nationale (205). Cela s'explique par la localisation des établissements d'enseignement, le nombre de personnes inscrites dans chaque établissement et la présence de programmes d'études offerts exclusivement dans certaines régions. Par exemple, le programme de Technique en avionique est offert exclusivement par l'École nationale d'aérotechnique du cégep Édouard-Montpetit, pour le Québec.

Des tableaux présentant la répartition des bourses par programme d'études, par établissement d'enseignement et par région administrative sont fournis en annexes.

TABLEAU 8

ÉLÉMENTS LIÉS AUX BOURSES DE PROMOTION DES PROGRAMMES DE FORMATION MENANT AUX PROFESSIONS PRIORISÉES PAR LA CPMT¹⁸

	2017-2018
Nombre de bourses à distribuer	2 000
Nombre d'établissements d'enseignement contactés	119
Nombre d'établissements d'enseignement qui ont signé les ententes	117
Nombre de bourses réparties dans le réseau scolaire	1 993
Premier versement demandé	1 175
Deuxième versement demandé (élèves ayant obtenu leur diplôme)	80

18. Les données sont en date du 4 septembre 2018.

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES ET DU FONDS

Comme chaque année, les états financiers audités¹⁹ sont intégrés au présent rapport. Ils rendent compte notamment de la situation financière du Fonds et présentent les revenus et les charges liés à la gestion du Fonds et à l'administration de la loi sur les compétences.

REVENUS ET CHARGES

Les revenus du Fonds pour l'exercice 2017-2018 totalisent 42,0 millions de dollars, comparativement à 43,5 millions de dollars en 2016-2017.

Les charges de 32,9 millions de dollars sont constituées des subventions relatives aux programmes et mesures du Fonds (27,6 millions de dollars), des bourses de promotion (0,2 million de dollars) et des frais d'exploitation et d'administration associés à l'administration de la loi sur les compétences et à l'administration des subventions (5,1 millions de dollars) [voir la note complémentaire 6 des états financiers]. Les charges ont augmenté de 8,3 millions de dollars (34 %) en 2017-2018 par rapport à 2016-2017.

Cette augmentation résulte d'une hausse des charges relatives aux subventions et aux bourses de promotion (8,8 millions de dollars) et d'une baisse des frais d'exploitation et d'administration (0,6 million de dollars). La hausse relative aux subventions est attribuable en grande partie aux charges du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la CPMT (8,2 millions de dollars). Les charges attribuées aux principaux programmes du Fonds, soit le Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi et le Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi, sont semblables à celles de 2016-2017.

Les frais d'exploitation et d'administration ont diminué de 0,6 million de dollars en 2017-2018. La diminution est répartie ainsi : 0,34 million de dollars pour les frais associés à l'administration de la loi sur les compétences et 0,24 million de dollars pour les frais associés à l'administration des subventions et des bourses. L'exercice qui a pris fin le 31 mars 2018 fait état d'un excédent cumulé de 69,9 millions de dollars. Comme les revenus représentent 42,0 millions de dollars et les charges, 32,9 millions de dollars, l'exercice 2017-2018 présente un excédent de 9,1 millions de dollars, alors que celui de 2016-2017 en présentait un de 18,9 millions de dollars.

19. Voir les états financiers audités aux pages 43 à 62.

EFFECTIFS

Pour l'exercice 2017-2018, le Fonds a financé 51,3 effectifs en équivalents temps complet (ETC) pour la réalisation de ses activités. Parmi ces effectifs, 27,5 ont été attribués à la Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre, 14,6 aux directions régionales de Services Québec et 9,2 aux autres unités de la CPMT et du Ministère. Ces ressources sont affectées à l'administration de la loi sur les compétences et à la mise en œuvre des plans d'affectations régulier et spécifique.

FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES COMPÉTENCES

Les normes comptables du secteur public exigent que la présentation des charges dans les notes complémentaires des états financiers se fasse par objets. Ainsi, et conformément à l'article 41 de la loi sur les compétences, les frais associés à l'administration de cette loi et ceux associés à l'administration des subventions ont été présentés distinctement selon les principales catégories de charges (voir la note complémentaire 6 des états financiers du Fonds).

Les frais d'exploitation et d'administration (5,1 millions de dollars) associés à l'administration de la loi sur les compétences, au traitement des demandes de subvention ainsi qu'à la gestion budgétaire et financière du Fonds sont imputés à deux grandes activités :

1. administration de la loi sur les compétences (34 %);
2. administration des subventions et des bourses (66 %).

Les variations les plus importantes par rapport à l'année 2016-2017 sont :

- une diminution de 1,2 million de dollars des frais associés aux créances douteuses, majoritairement celles associées aux subventions;
- une augmentation de 0,8 million de dollars des frais liés aux prêts de services, due en majeure partie à la hausse des activités effectuées par les directions régionales de Services Québec pour la réalisation des programmes du Fonds déployés en région.

Fonds de développement et de reconnaissance
des compétences de la main-d'œuvre

ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 MARS 2018

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION	45
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	46
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ	48
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	49
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	50
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	51
NOTES COMPLÉMENTAIRES	52

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Fonds) ont été dressés par la direction responsable de la gestion du Fonds, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport d'activité est conforme à ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Fonds reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui le régissent et elle a approuvé les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Fonds, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit de même que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Fonds pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Roger Tremblay, sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec
et secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Line Bérubé, sous-ministre
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Montréal, le 13 septembre 2018



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

 Louise Carrier CPA auditrice, CA

Louise Carrier, CPA auditrice, CA
Directrice principale

Montréal, le 13 septembre 2018

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

(en milliers de dollars)

	2018		2017
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
REVENUS			
Cotisations des employeurs (note 4)	25 000	27 976	28 211
Contribution du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 5)	-	12 000	12 000
Droits et frais	900	849	891
Intérêts	250	542	254
Autres	400	612	2 180
	26 550	41 979	43 536
CHARGES			
Subventions aux employeurs	33 900	27 614	18 973
Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions priorisées par la CPMT	1 000	207	-
Frais d'exploitation et d'administration (note 6)	6 900	5 085	5 663
	41 800	32 906	24 636
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	(15 250)	9 073	18 900
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	60 807	60 807	41 907
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	45 557	69 880	60 807

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	37 633	38 174
Débiteurs (note 8)	38 112	26 590
	<u>75 745</u>	<u>64 764</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	5 865	3 957
	<u>69 880</u>	<u>60 807</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ		
	<u>69 880</u>	<u>60 807</u>
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 9)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Roger Tremblay, sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec
et secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Line Bérubé, sous-ministre
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

(en milliers de dollars)

	2018		2017
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL	(15 250)	9 073	18 900
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(15 250)	9 073	18 900
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	60 807	60 087	41 907
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	45 557	69 880	60 807

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018**

(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	9 073	18 900
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement :		
Débiteurs	(11 522)	10 689
Créditeurs et charges à payer	1 908	(3 218)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET (DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(541)	26 371
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	38 174	11 803
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 7)	37 633	38 174

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (Fonds) est constitué par la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* (RLRQ, c. D-8.3). Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est chargé de l'administration du Fonds. En vertu de l'entente de partenariat intervenue le 10 février 2017 entre le ministre et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), il a été convenu que le sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec est responsable de l'administration du Fonds.

Le Fonds a pour objet la promotion et le soutien financier ou technique des actions de développement des compétences de la main-d'œuvre et des initiatives prises en ces matières.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. 1-3) et de l'article 149 (1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. [1985], c. 1 [5^e suppl.]), le Fonds n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Fonds utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers du Fonds, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses ont trait :

- aux revenus et débiteurs liés aux cotisations des employeurs;
- à la provision pour créances douteuses;
- aux dépenses de subventions;
- aux créditeurs et charges à payer ainsi qu'aux obligations contractuelles.

Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

REVENUS

Cotisations des employeurs

En vertu des dispositions de la loi constitutive du Fonds, les cotisations des employeurs sont perçues par le ministre du Revenu, au bénéfice du Fonds. Ces recettes fiscales sont comptabilisées en fonction des montants déclarés par les employeurs, pour la dernière année civile. Elles demeurent sujettes à vérification et rectification. Les rectifications sont, le cas échéant, portées aux revenus liés aux cotisations des employeurs dans l'exercice au cours duquel elles sont connues. Par conséquent, les résultats réels pourraient varier significativement des résultats estimés.

Contribution du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)

Les revenus de contribution du MTESS sont constatés au moment où la contribution est autorisée, que le Fonds a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible d'estimer raisonnablement les montants en cause.

Droits et frais

Les revenus de droits et frais sont constatés lorsqu'ils sont exigibles.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Autres

Les autres revenus sont comptabilisés au moment où ces derniers sont gagnés, lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré et que les montants en cause peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable. Les subventions qui sont recouvrées au cours de l'exercice et qui ont été octroyées lors d'exercices antérieurs sont comptabilisées dans ce poste.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

CHARGES

Subventions et bourses

Les subventions aux employeurs et les bourses sont des paiements de transfert et sont comptabilisées à titre de charges dans la mesure où elles ont été autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs (à l'exception des débiteurs relatifs aux cotisations des employeurs) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu ainsi que d'acceptations bancaires et de billets à escompte au porteur rachetables en tout temps, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2017, le Fonds a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

Norme	Adoption
SP 2200, <i>Information relative aux apparentés</i>	Prospective
SP 3210, <i>Actifs</i>	Prospective
SP 3320, <i>Actifs éventuels</i>	Prospective
SP 3380, <i>Droits contractuels</i>	Prospective
SP 3420, <i>Opérations interentités</i>	Prospective

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3. MODIFICATIONS COMPTABLES (SUITE)

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES (SUITE)

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière du Fonds. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

Étant donné que le Fonds n'est pas une entité du secteur public comprise dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec, l'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers du Fonds.

4. COTISATIONS DES EMPLOYEURS

	2018	2017
Cotisations des employeurs estimées pour l'exercice	26 520	25 424
Ajustements liés à des cotisations des exercices antérieurs	1 456	2 787
	27 976	28 211

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Dans le cadre du discours sur le budget 2015-2016, le ministre des Finances a annoncé une contribution financière au Fonds de l'ordre de 60 000 000 \$ pour les cinq prochaines années. Cette contribution compense le manque à gagner qui résulte de la mesure haussant le seuil d'assujettissement des entreprises à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*. Ce seuil, antérieurement de 1 000 000 \$, est passé à 2 000 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2015. Pour l'exercice financier 2017-2018, la contribution attribuée au Fonds par le MTESS est de 12 000 000 \$ (12 000 000 \$ en 2016-2017) et servira à soutenir, d'une part, le Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT et, d'autre part, les Bourses de promotion des programmes de formation menant aux professions prioritaires par la CPMT.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. FRAIS D'EXPLOITATION ET D'ADMINISTRATION

Comme le prévoit l'article 41 de la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*, les frais associés à l'administration de la Loi sont présentés distinctement dans les états financiers du Fonds.

	2018	2017
Frais associés à l'administration de la Loi		
Rémunération du personnel affecté au Fonds	935	834
Prêts de services	343	424
Honoraires professionnels : études, enquêtes et vigie	85	200
Autres honoraires professionnels	1	2
Créances douteuses	206	487
Loyers	116	87
Autres	40	31
	1 726	2 065
Frais associés à l'administration des subventions et des bourses		
Rémunération du personnel affecté au Fonds	974	1 152
Prêts de services	1 945	1 093
Autres honoraires professionnels	-	1
Créances douteuses	275	1 202
Loyers	121	119
Autres	44	31
	3 359	3 598
	5 085	5 663

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Acceptations bancaires et billets à escompte au porteur, rachetables en tout temps, échéant entre avril et décembre 2018 (avril et novembre 2017 pour 2017), à des taux variant de 0,93 % à 1,91 % (de 0,83 % à 1,00 % pour 2017)	32 717	31 802
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux d'emprunt du Québec à 1 jour lequel représente un taux de 1,25 % (0,20 % pour 2017 au taux préférentiel réduit)	4 916	6 372
	<u>37 633</u>	<u>38 174</u>
Intérêts encaissés au cours de l'exercice	<u>431</u>	<u>239</u>

8. DÉBITEURS

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Cotisations des employeurs	25 962	26 248
Contribution du MTESS	12 000	-
Subventions aux employeurs versées en trop	1 517	1 961
Autres	108	47
Intérêts	12	4
	<u>39 599</u>	<u>28 260</u>
Provision pour créances douteuses	<u>(1 487)</u>	<u>(1 670)</u>
	<u>38 112</u>	<u>26 590</u>

La contribution du MTESS à recevoir a été autorisée par décret le 14 mars 2018 et sera versée au Fonds en juillet 2018.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Fonds s'est engagé à appuyer financièrement des projets visant à promouvoir et à soutenir des actions et des initiatives de développement des compétences de la main-d'œuvre auprès de parties non apparentées. Le solde des obligations contractuelles au 31 mars 2018 s'établit à 30 293 181 \$ (12 741 913\$ pour 2017).

Les versements des obligations contractuelles du Fonds s'effectueront de la façon suivante pour les trois prochains exercices :

2019	2020	2021
<u>20 938 567 \$</u>	<u>9 295 275 \$</u>	<u>59 339 \$</u>

En plus de ces obligations contractuelles, le Fonds s'est également engagé à verser des bourses d'études en vertu d'ententes conclues avec des établissements d'enseignement échéant au plus tard le 31 mars 2022. Au 31 mars 2018, les obligations contractuelles liées à ces ententes s'élèvent à 3 174 300 \$ (0 \$ en 2017).

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Il est également apparenté à son principal dirigeant, ses proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Le principal dirigeant du Fonds est le sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec et secrétaire général de la Commission des partenaires du marché du travail.

Le Fonds n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre le Fonds et son principal dirigeant, ses proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

11. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé à différents risques, notamment au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les répercussions potentielles.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit peut découler de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations financières et, de ce fait, qu'elle amène l'autre partie à subir une perte financière. Il peut aussi survenir s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. L'exposition maximale du Fonds au risque de crédit correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses débiteurs.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ceux-ci sont placés dans des institutions financières réputées et dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Le risque de crédit lié à la contribution à recevoir du MTESS incluse dans les débiteurs est réduit au minimum, puisque cette somme provient d'une entité gouvernementale.

Le Fonds enregistre une provision pour tenir compte des pertes potentielles liées aux subventions aux employeurs versées en trop et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction.

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements liés à la provision pour créances douteuses du Fonds :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Solde au début de l'exercice	1 670	468
Créances douteuses	267	1 202
Montant radié	(450)	-
Solde à la fin de l'exercice	<u>1 487</u>	<u>1 670</u>

La direction du Fonds est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2018

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

11. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Le Fonds évalue à faible son risque de liquidité, puisqu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie pour honorer ses engagements financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. À cet effet, le Fonds paie généralement ses créiteurs et charges à payer à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Il comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Fonds considère qu'il est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt du Fonds est attribuable à la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les billets à escompte et les acceptations bancaires sont rachetables en tout temps, leurs échéances sont rapprochées et sont émis à des taux d'intérêt fixes réduisant ainsi au minimum le risque de taux d'intérêt. Ainsi, le Fonds considère qu'il est exposé à un faible risque de taux d'intérêt.



ANNEXES

TABLEAU DES SERVICES TARIFÉS²⁰

Biens et services actuellement tarifés	Certificat de qualité des initiatives de formation (CQIF)	Mutuelle de formation	Agrément	Certificat d'activité de formation admissible
Revenus perçus	83 000 \$	500 \$	756 350 \$	8 826 \$
Coûts des biens et des services	34 542 \$	5 414 \$	361 877 \$	3 984 \$
Méthodes de fixation des tarifs	Tarif fixé par le Règlement sur l'exemption applicable au titulaire d'un certificat de qualité des initiatives de formation, article 8 Tarif en vigueur : 1 000 \$	Tarif fixé par le Règlement sur les mutuelles de formation, article 17 Tarif en vigueur : 250 \$	Tarifs fixés par le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation, article 23 Tarifs en vigueur : Organisme formateur : 550 \$ OBNL : 200 \$ Formatrice ou formateur : 300 \$ Service de formation d'un employeur : 250 \$ Service de formation multiemployeur : 500 \$	Tarifs fixés par le Règlement sur les frais exigibles en vertu de l'article 5 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre Tarifs en vigueur : 109 \$ pour un colloque, un congrès ou un séminaire organisé par un établissement d'enseignement reconnu, un organisme formateur, une formatrice agréée ou un formateur agréé ou un ordre professionnel, et 219 \$ dans tous les autres cas
Niveau de financement atteint (revenus par rapport aux coûts)	100 % des coûts de traitement ou de renouvellement	S. O.	100 % des coûts de traitement ou de renouvellement	100 % des coûts de traitement

20. En 2017-2018, les coûts des services tarifés incluent des frais qui n'étaient pas considérés par le passé, conformément à la Politique de financement des services publics.

Biens et services actuellement tarifés	Certificat de qualité des initiatives de formation (CQIF)	Mutuelle de formation	Agrément	Certificat d'activité de formation admissible
Niveau de financement visé par la tarification	100 % des coûts de traitement ou de renouvellement	100 % des coûts de traitement ou de renouvellement	100 % des coûts de traitement ou de renouvellement	100 % des coûts de traitement
Justification du niveau de financement visé par la tarification	Couvrir les coûts du traitement du dossier ou du renouvellement	Couvrir les coûts du traitement du dossier ou du renouvellement	Couvrir les coûts du traitement du dossier ou du renouvellement	Couvrir les coûts du traitement du dossier
Date de la dernière révision tarifaire	Non révisé depuis son entrée en vigueur en 2008	Non révisé depuis son entrée en vigueur en 2008	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} avril 2017
Mode d'indexation	Aucun article dans le Règlement sur l'exemption ne prévoit l'indexation des droits exigibles.	Aucun article dans le Règlement sur les mutuelles de formation ne prévoit l'indexation des droits exigibles.	Aucun article dans le Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation ne prévoit l'indexation des droits exigibles.	Le Règlement sur les frais exigibles, en vertu de l'article 5 de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, prévoit l'indexation des frais exigibles le 1 ^{er} avril de chaque année.

TABLEAUX DES RÉSULTATS DES PROGRAMMES DE SUBVENTION DU FONDS

RÉPARTITION DES PROJETS ACCEPTÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN COLLECTIF À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE TYPE DE PROMOTEUR

Types de promoteur	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
Comité sectoriel de main-d'œuvre (CSMO)	76 (58,0)	56 (54,9)
Association d'employeurs	22 (16,8)	22 (21,6)
Comité (organisme) paritaire	8 (6,1)	4 (3,9)
Mutuelle de formation	7 (5,3)	9 (8,8)
Association de travailleuses et de travailleurs	7 (5,3)	7 (6,9)
Franchiseur	7 (5,3)	1 (1,0)
Créneau d'excellence	4 (3,1)	3 (2,9)
Fournisseur de services	0 (0,0)	0 (0,0)
TOTAL	131 (100,0)	102 (100,0)

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN COLLECTIF À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE TYPE DE PROMOTEUR

Types de promoteur	2016-2017 \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
Comité sectoriel de main-d'œuvre (CSMO)	5 995 229 (41,1)	7 569 170 (58,3)
Association d'employeurs	5 896 516 (40,4)	2 948 356 (22,7)
Association de travailleuses et de travailleurs	853 206 (5,9)	909 140 (7,0)
Comité (organisme) paritaire	700 962 (4,8)	306 683 (2,4)
Mutuelle de formation	434 604 (3,0)	613 250 (4,7)
Créneau d'excellence	370 676 (2,5)	463 966 (3,6)
Franchiseur	328 844 (2,3)	176 500 (1,4)
Fournisseur de services	0 (0,0)	0 (0,0)
TOTAL	14 580 037 (100,0)	12 987 065 (100,0)

RÉPARTITION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN COLLECTIF À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
1. Formation de base et alphabétisation	0 (0,0)	0 (0,0)
2. Francisation des milieux de travail	2 (1,5)	2 (2,0)
3. Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre ²¹	19 (14,5)	S. O.
3.1. Mise en œuvre du Cadre – Élaboration de normes professionnelles	0 (0,0)	S. O.
3.2. Mise en œuvre du Cadre – Révision de normes professionnelles	2 (1,5)	S. O.
3.3. Mise en œuvre du Cadre – Implantation des normes professionnelles	10 (7,6)	S. O.
3.4. Mise en œuvre du Cadre – Utilisation des dispositifs de reconnaissance des compétences pour les personnes en emploi	6 (4,6)	S. O.
3.5. Mise en œuvre du Cadre – Formation visant à combler les compétences manquantes	1 (0,7)	S. O.
4. Formation continue en entreprise	86 (65,7)	85 (83,3)
5. Développement des compétences au moyen de stages rémunérés en entreprise	16 (12,2)	15 (14,7)
6. Structuration de la formation dans les entreprises ²²	8 (6,1)	S. O.
6.1. Développement des compétences en gestion de la formation	7 (5,3)	S. O.
6.2. Implantation de services de formation pour les PME	1 (0,8)	S. O.
TOTAL	131 (100,0)	102 (100,0)

21. Ce volet est devenu un programme en 2017-2018.

22. Ce volet a été aboli en 2017-2018.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN COLLECTIF À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
1. Formation de base et alphabétisation	0 (0,0)	0 (0,0)
2. Francisation des milieux de travail	683 441 (4,7)	647 768 (5,0)
3. Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre ²³	797 818 (5,5)	S. O.
3.1. Mise en œuvre du Cadre – Élaboration de normes professionnelles	0 (0,0)	S. O.
3.2. Mise en œuvre du Cadre – Révision de normes professionnelles	77 188 (0,5)	S. O.
3.3. Mise en œuvre du Cadre – Implantation des normes professionnelles	392 113 (2,7)	S. O.
3.4. Mise en œuvre du Cadre – Utilisation des dispositifs de reconnaissance des compétences pour les personnes en emploi	320 818 (2,2)	S. O.
3.5. Mise en œuvre du Cadre – Formation visant à combler les compétences manquantes	7 699 (0,1)	S. O.
4. Formation continue en entreprise	8 961 434 (61,5)	7 849 431 (60,4)
5. Développement des compétences au moyen de stages rémunérés en entreprise	3 817 357 (26,1)	4 489 866 (34,6)
6. Structuration de la formation dans les entreprises ²⁴	319 987 (2,2)	S. O.
6.1. Développement des compétences en gestion de la formation	222 849 (1,5)	S. O.
6.2. Implantation de services de formation pour les PME	97 138 (0,7)	S. O.
TOTAL	14 580 037 (100,0)	12 987 065 (100,0)

23. Ce volet est devenu un programme en 2017-2018.

24. Ce volet a été aboli en 2017-2018.

RÉPARTITION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN RÉGIONALISÉ À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
1. Formation de base et alphabétisation	10 (5,4)	16 (4,4)
1.1. Alphabétisation ²⁵	1 (0,5)	S. O.
1.2. Formation de base	9 (4,8)	16 (4,4)
2. Francisation des milieux de travail	134 (72,0)	270 (74,2)
3. Rehaussement des compétences dans un contexte de mobilité interne	32 (17,2)	64 (17,6)
3.1. Compétences clés (départ à la retraite)	16 (8,6)	6 (1,7)
3.2. Compétences clés	16 (8,6)	58 (15,9)
4. Amélioration de la compétitivité des entreprises ²⁶	10 (5,4)	S. O.
4. Développement de la main-d'œuvre dans un contexte de croissance et de création d'emploi (10 à 49 emplois) ²⁷	S. O.	14 (3,9)
TOTAL	186 (100,0)	364 (100,0)

25. En 2017-2018, ce volet était financé par Emploi-Québec dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises.

26. Ce volet a été aboli en 2017-2018.

27. Ce volet a été ajouté en 2017-2018.

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN RÉGIONALISÉ À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
1. Formation de base et alphabétisation	170 222 (4,5)	379 160 (4,7)
1.1. Alphabétisation ²⁸	10 338 (0,3)	S. O.
1.2. Formation de base	159 884 (4,3)	379 160 (4,7)
2. Francisation des milieux de travail	2 521 354 (67,8)	5 669 999 (69,7)
3. Rehaussement des compétences dans un contexte de mobilité interne	782 892 (21,1)	1 537 135 (18,9)
3.1. Compétences clés (départ à la retraite)	428 154 (11,5)	49 923 (0,6)
3.2. Compétences clés	354 738 (9,6)	1 487 212 (18,3)
4. Amélioration de la compétitivité des entreprises ²⁹	241 342 (6,6)	S. O.
4. Développement de la main-d'œuvre dans un contexte de croissance et de création d'emploi (10 à 49 emplois) ³⁰	S. O.	547 288 (6,7)
TOTAL	3 715 810 (100,0)	8 133 582 (100,0)

²⁸. En 2017-2018, ce volet était financé par Emploi-Québec dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises.

²⁹. Ce volet a été aboli en 2017-2018.

³⁰. Ce volet a été ajouté en 2017-2018.

RÉPARTITION PAR RÉGION DES PROJETS ACCEPTÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN RÉGIONALISÉ À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI

Régions administratives	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
1. Bas-Saint-Laurent	5 (2,7)	3 (0,8)
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 (1,6)	4 (1,1)
3. Capitale-Nationale	53 (28,5)	61 (16,8)
4. Mauricie	1 (0,5)	2 (0,6)
5. Estrie	10 (5,4)	8 (2,2)
6. Montréal	42 (22,6)	126 (34,6)
7. Outaouais	1 (0,5)	3 (0,8)
8. Abitibi-Témiscamingue	3 (1,6)	10 (2,8)
9. Côte-Nord	5 (2,7)	5 (1,4)
10. Nord-du-Québec	2 (1,1)	3 (0,8)
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 (0,5)	7 (1,9)
12. Chaudière-Appalaches	6 (3,2)	15 (4,1)
13. Laval	18 (9,7)	38 (10,4)
14. Lanaudière	5 (2,7)	24 (6,6)
15. Laurentides	12 (6,5)	19 (5,2)
16. Montérégie	15 (8,1)	20 (5,5)
17. Centre-du-Québec	4 (2,2)	16 (4,4)
TOTAL	186 (100,0)	364 (100,0)

RÉPARTITION PAR RÉGION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME SOUTIEN RÉGIONALISÉ À L'ADÉQUATION
FORMATION-EMPLOI

Régions administratives	2016-2017 \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
1. Bas-Saint-Laurent	105 578 (2,8)	108 915 (1,3)
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	126 681 (3,4)	195 024 (2,4)
3. Capitale-Nationale	544 081 (14,6)	743 055 (9,1)
4. Mauricie	61 349 (1,7)	99 049 (1,2)
5. Estrie	139 765 (3,8)	149 522 (1,8)
6. Montréal	1 359 691 (36,6)	3 440 224 (42,3)
7. Outaouais	34 361 (0,9)	186 905 (2,3)
8. Abitibi-Témiscamingue	92 645 (2,5)	329 999 (4,1)
9. Côte-Nord	81 416 (2,2)	73 605 (0,9)
10. Nord-du-Québec	30 674 (0,8)	36 010 (0,4)
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	36 930 (1,0)	300 477 (3,7)
12. Chaudière-Appalaches	86 116 (2,3)	232 723 (2,9)
13. Laval	260 464 (7,0)	782 663 (9,6)
14. Lanaudière	91 258 (2,5)	252 667 (3,1)
15. Laurentides	226 277 (6,1)	425 819 (5,2)
16. Montérégie	342 582 (9,2)	618 875 (7,6)
17. Centre-du-Québec	95 942 (2,6)	158 050 (1,9)
TOTAL	3 715 810 (100,0)	8 133 582 (100,0)

RÉPARTITION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCITATIF POUR L'ACCUEIL DE STAGIAIRES
EN FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
Stages de mise en œuvre des compétences d'une durée de moins de 300 heures (1 000 \$)	5 (9,4)	17 (5,1)
Stages de mise en œuvre des compétences d'une durée de 300 heures ou plus (2 000 \$)	0 (0,0)	38 (11,4)
Stages de développement des compétences d'une durée de moins de 300 heures (3 000 \$)	40 (75,5)	160 (48,1)
Stages de développement des compétences d'une durée de 300 à 540 heures (4 000 \$)	7 (13,2)	77 (23,1)
Stages de développement des compétences d'une durée de plus de 540 heures (5 000 \$)	1 (1,9)	41 (12,3)
TOTAL	53 (100,0)	333 (100,0)

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME INCITATIF POUR L'ACCUEIL DE STAGIAIRES
EN FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE, SELON LE VOLET

Volets du programme	2016-2017 Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
Stages de mise en œuvre des compétences d'une durée de moins de 300 heures (1 000 \$)	10 000 (5,2)	21 000 (1,7)
Stages de mise en œuvre des compétences d'une durée de 300 heures ou plus (2 000 \$)	0 (0,0)	90 000 (7,2)
Stages de développement des compétences d'une durée de moins de 300 heures (3 000 \$)	129 000 (67,2)	522 000 (41,9)
Stages de développement des compétences d'une durée de 300 à 540 heures (4 000 \$)	28 000 (14,6)	403 000 (32,3)
Stages de développement des compétences d'une durée de plus de 540 heures (5 000 \$)	25 000 (13,0)	210 000 (16,9)
TOTAL	53 (100,0)	1 246 000 (100,0)

RÉPARTITION DES BOURSES DE PROMOTION DE PROGRAMMES DE FORMATION
MENANT À DES PROFESSIONS PRIORISÉES PAR LA CPMT, PAR PROGRAMME D'ÉTUDES

Programmes d'études	Nombre de bourses
Assistance à la personne en établissement de santé	196
Calorifugeage	2
Conseil en assurances et en services financiers	36
Environnement, hygiène et sécurité au travail	24
Ferblanterie-tôlerie	14
Gestion et technologies d'entreprise agricole	90
Mécanique automobile	196
Mécanique de machines fixes	30
Mécanique de véhicules lourds routiers	176
Préparation et finition de béton	28
Soins infirmiers	187
Techniques d'avionique	24
Techniques de génie chimique	22
Techniques de génie mécanique	62
Techniques de la logistique du transport	54
Techniques de laboratoire	18
Techniques de l'informatique	196
Techniques de maintenance d'aéronefs	32
Techniques de procédés chimiques	29
Techniques d'éducation à l'enfance	200
Techniques d'intégration multimédia	42
Techniques d'usinage	55
Technologie de l'électronique industrielle	126
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	10
Technologie de maintenance industrielle	16
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	24
Technologie du génie civil	56
Technologie du génie industriel	28
Technologie du génie métallurgique	20
TOTAL	1 993

RÉPARTITION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT
ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE, SELON LE VOLET

Volets	2016-2017 ³¹ Nombre (%)	2017-2018 Nombre (%)
Élaboration de normes professionnelles	0 (0,0)	0 (0,0)
Révision de normes professionnelles	2 (10,5)	5 (27,8)
Implantation des normes professionnelles	10 (52,6)	5 (27,8)
Utilisation des dispositifs de reconnaissance des compétences pour les personnes en emploi	6 (31,6)	8 (44,4)
Formation visant à combler les compétences manquantes	1 (5,3)	0 (0,0)
TOTAL	19 (100,0)	18 (100,0)

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2016-2017 ET 2017-2018
DANS LE CADRE DU PROGRAMME MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT
ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE, SELON LE VOLET

Volets	2016-2017 ³² \$ (%)	2017-2018 \$ (%)
Élaboration de normes professionnelles	0 (0,0)	0 (0,0)
Révision de normes professionnelles	77 188 (9,7)	236 458 (23,4)
Implantation des normes professionnelles	392 113 (49,1)	376 611 (37,3)
Utilisation des dispositifs de reconnaissance des compétences pour les personnes en emploi	320 818 (40,2)	397 333 (39,3)
Formation visant à combler les compétences manquantes	7 699 (1,0)	0 (0,0)
TOTAL	797 818 (100,0)	1 010 402 (100,0)

31. En 2016-2017, la Mise en œuvre du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre était un volet du Soutien collectif à l'adéquation formation-emploi.

32. *Idem.*

LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS ET SOMMES ACCORDÉES PAR LE FONDS EN 2017-2018, PAR PROGRAMME

SOUTIEN COLLECTIF À L'ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Académie des entrepreneurs généraux du Québec	310 840
Association des entrepreneurs en revêtements métalliques du Québec inc.	59 518
Association des libraires du Québec (ALQ)	68 009
Association des producteurs de tourbe horticole du Québec	312 880
Association patronale des entreprises en construction du Québec (APECQ)	86 209
Association québécoise des centres de la petite enfance	384 218
AXTRA Alliance des centres-conseils en emploi	1 079 484
Centre d'excellence en formation de l'ACQ	49 461
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des régions Lanaudière-Laurentides	68 862
Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Québec (CPA Québec)	74 073
Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région Saguenay-Lac-Saint-Jean	53 822
Comité paritaire sur l'industrie des services automobiles des Cantons de l'Est	109 926
Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle (Perform)	70 476
Comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'industrie électrique et électronique (Elexpertise)	965 000
Comité sectoriel de la main-d'œuvre des services de soins personnels du Québec	118 269
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire du Québec	127 814
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement (Envirocompétences)	32 974

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines du Québec	52 829
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites (Plasticompétences inc.)	259 019
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du caoutchouc du Québec	1 069 622
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier (Camo-route inc.)	702 480
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec	854 489
Comité sectoriel de main-d'œuvre de la métallurgie du Québec	81 284
Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole (AGRIcarrières)	959 217
Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec	566 946
Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des produits pharmaceutiques et biotechnologiques (Pharmabio Développement)	131 233
Comité sectoriel de main-d'œuvre du bois (Formabois)	189 830
Comité sectoriel de main-d'œuvre en aménagement forestier	129 905
Comité sectoriel de main-d'œuvre en horticulture ornementale — commercialisation et services (Horticompetences)	184 727
Comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications (TechnoCompétences)	897 829
Comité sectoriel de main-d'œuvre en transformation alimentaire	175 227
Conseil des métiers d'art du Québec	261 372
Conseil québécois des entreprises adaptées	52 662
Créneau Accord des bio-industries environnementales	74 573
Écotech Québec	76 513
La danse sur les routes du Québec	44 238

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.	176 500
Mutuelle de formation des entreprises d'insertion du Québec	100 590
Mutuelle de formation Détail Québec	99 697
Regroupement des cuisines collectives du Québec	49 830
Regroupement québécois de la danse (RQD)	32 985
Réseau d'enseignement de la danse	97 558
Réseau des carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	70 256
Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre	825 349
Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis (RIDEAU) inc.	95 041
Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation (RQOH)	55 661
Union des employés et employées de service, section locale 800 (UES-800)	647 768
TOTAL GÉNÉRAL	12 987 065

SOUTIEN RÉGIONALISÉ À L'ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
110 Air Conditioning	1 600
169644 Canada inc. (Joseph Ribkoff)	66 320
36PIX inc.	7 900
7270356 Canada inc.	24 100
8083851 Canada inc.	2 350
8854700 Canada inc.	28 589
9013-6573 Québec inc. (SIR Solutions)	19 640
9059-1074 Québec inc. (Haleson)	1 200
9064-4287 Québec inc.	51 267
9067-9424 Québec inc. (Charpenterie du Québec)	8 165
9091-8558 Québec inc.	8 845
9138-1616 Québec inc. (Mito Sushi inc.)	15 194
9169-0362 Québec inc.	5 373
9196-3702 Québec inc.	3 950
9339-7693 Québec inc.	16 079
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	30 508
Acier Nordfab inc.	6 215
Agence Lead-Web	11 020
Agence Ometz	27 699
Agro Énergie inc.	16 185
AIM Recyclage Lévis	10 250
Alaya soins inc.	5 870
Alfa Méga inc.	98 192
Allez Housses inc.	960
Alogient inc.	11 480
Alpha Combustion	11 198

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Alphacasting inc.	37 817
Analystik inc.	10 380
Andritz Hydro Canada inc.	25 320
Appnovation Technologies (Québec) inc.	14 764
Arbec, Bois d'œuvre inc.	4 380
Association de chasse et de pêche Lavigne	3 314
Association de chasse et pêche des Nymphes inc.	2 864
Atelier d'usinage Mégatech A.Q. inc.	34 250
Auclair & Martineau inc.	14 041
Aurel Harvey & fils inc.	14 080
Autodesk Canada co.	94 900
Automobile Hamelin inc.	17 236
Automobiles Paillé inc.	5 016
Avena Technologies inc.	8 990
Axia services	23 172
Bateaux Princecraft inc.	70 420
BCA Research inc.	38 350
Beaulieu électritech inc.	12 422
Béton Barrette inc.	23 372
Biexo inc.	6 120
Bioénergie AE Côte-Nord Canada inc.	16 800
Bisco inc.	7 660
BNP Paribas Solutions TI Canada inc.	72 200
Bois Marsoui G.D.S. inc.	18 717
Bombardier inc.	57 200
Borex inc.	4 512
Bouthillette Parizeau inc.	5 650

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Boutique Surmesur inc.	7 200
Built Rite trucks inc.	1 545
C.I.F. Métal Itée	9 403
C3F Télécom inc.	8 088
Café Communautaire Coup de Cœur	945
Canada Goose inc.	7 356
Canam Ponts Canada inc.	1 600
Canimex inc.	5 240
Carboniq inc.	7 250
CDVI Amériques Itée	4 177
Centre canadien d'architecture	20 900
Centre d'évaluation de la technologie inc.	22 000
Centre juif Cummings pour aînés	17 777
Centre Mgr Marcoux inc.	6 810
Centre R.I.R.E. 2000	14 511
Chaîne de travail adapté C.T.A. inc.	6 289
Château M.T. inc.	52 292
Ciena	12 100
Citoxlab Amérique du Nord inc.	19 200
CloudOps inc.	25 151
Cloudraker inc.	7 700
Club Mont Tourbillon inc.	9 251
Club Quad les Randonneurs	3 276
CMC Électronique inc.	21 040
Cofomo Québec inc.	40 200
Coginov inc.	2 648
Compagnie d'arrimage de Québec Itée	7 250

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Compagnie de portes énergétiques EDC	4 431
Compagnie maritime méditerranéenne (Canada)	29 450
Composantes hydrauliques Eagle inc.	2 000
Consortium Véolia projet UTE Pierrefonds	11 100
Consultants Canarail inc.	20 360
Coop étudiante du collège et du cégep à l'Assomption	4 763
Coopérative de solidarité de services à domicile Aux p'tits soins	7 747
Coopérative de solidarité de services à domicile de Québec	3 911
Coopérative des travailleurs (euses) de Sacré-Cœur (Unisaco)	5 494
CorActive High-Tech inc.	15 750
Corporation BNP Paribas Canada	45 830
Corporation de gestion de l'aréna de Chibougamau	4 140
Corporation de services Morgan Stanley Canada	62 450
Corporation des aliments I-D	9 576
Cortex Média inc	30 572
Coup de Balai inc.	35 133
Coveo solutions inc.	19 600
CREE Native arts and crafts Association	9 870
Cuisimer 1991 inc.	73 229
Cuisine Crotone inc.	28 392
Cultures Quinto inc.	9 768
Cuscini Design inc.	20 978
D'Auteuil Industries/ Ateliers de débosselage D'Auteuil	20 195
Decoubois inc.	1 600
Delmar International inc.	22 140
DF Canada Itée (Durofelguera Canada Ltd)	10 170
Dispomed Itée	30 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Distribution Les goûts du Nord inc.	1 308
D-TROIS-PIERRES	5 540
Ébénisterie Beaubois Itée	14 880
Élekta Itée	11 200
Elopak Canada inc.	6 000
Emballage Avico inc.	13 136
Enercon Canada inc.	36 740
Évolocity groupe financier	15 920
Excellence composites inc.	6 669
Explorance inc.	27 220
Federation CJA	21 280
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	5 158
Fedex Trade Networks Transport et Courtage (Canada) inc.	20 707
Fenêtres MQ inc.	9 445
Ferme M. et G. L'Heureux inc.	7 970
Ferme Tinoine (2005) inc.	4 400
Fermes Boréales S.E.C.	30 000
First Baptist Church in Montréal	6 590
Fonderies Shellcast inc.	27 014
Fresche Solutions inc.	24 500
Frima Studio inc.	10 850
Fromagerie Roy inc.	8 417
Fromagerie Victoria St-Jérôme inc.	23 549
Fumoir Grizzly inc.	11 633
Future Électronique inc.	12 000
GA International inc.	1 120
Garderie K.I.D.S. Première	46 153

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Garderie K.I.D.S. Première II	29 345
Garderie La maison des enfants inc.	17 865
Garlock du Canada Itée	36 860
GE Aviation	53 379
Geep Canada inc.	27 854
Gentec inc.	7 200
Gestisoft inc.	5 700
GL Garrad Hassan Canada inc.	6 620
Glatfelter Gatineau Itée	83 354
Grimard Ca inc.	1 538
Groupe Adonis inc.	68 905
Groupe Alithya	21 240
Groupe Artitalia inc.	10 168
Groupe Azur inc.	74 175
Groupe Canam inc.	1 600
Groupe Dijon inc.	1 180
Groupe Foodarom inc.	25 234
Groupe J.L. Leclerc inc.	19 379
Groupe LD inc.	1 154
Groupe Nexio inc.	38 850
Groupe NORDFAB inc.	3 050
Groupe Pro Santé inc.	7 182
Groupe Technologies Desjardins inc.	3 650
Groupe Touchette inc.	24 950
GVGS inc.	5 340
Hôtel Marriott Château Champlain	51 250
Humane Society International / Canada	10 100

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Idéal Solutions Logistiques	7 096
IDS Amérique du Nord	31 520
IGA des Sources	6 725
Industrie CBM inc.	4 825
Industrie de palettes Standard (IPS) inc.	14 008
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.	11 000
Industries Technopaint inc.	4 030
Inox Signature inc.	21 600
Institut national d'optique	10 850
IntelliSyn Pharma Inc.	41 950
Intermat (Portes et boiseries)	6 973
IProspect Canada inc.	10 580
Izonesolutions.com inc.	5 958
JPL Après sinistre inc.	92 353
JPMA Global inc.	22 050
Kaba Ilco inc.	35 448
Kinova inc.	11 355
KLF Media inc.	17 495
Kronos Technologies inc.	8 400
Kruger Wayagamack inc.	74 796
L. Fournier et Fils inc.	11 869
La Baratte	6 050
La bibliothèque publique juive	10 850
La Ferme du Platon inc.	7 194
La fondation Centaur pour les arts d'interprétation	8 870
La grande époque	20 813
Lallier automobile (Québec) inc. (Lallier Ste-Foy)	9 711

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Laporte Experts Conseils inc.	9 350
L'Association Chasse et pêche Collin inc.	651
L'Atelier Animation	8 980
Le groupe Plani-Mex	960
Le Sélection West Island	68 764
Le Vélo vert inc.	11 400
Lemay Outillage	5 220
Les 3 Brasseurs	15 335
Les 3 Brasseurs / Bofiq inc.	27 440
Les aciers J.P. inc.	19 800
Les Aliments Excel s.e.c.	75 684
Les Aliments Levitts (Canada) inc.	32 800
Les altérations de fil en aiguille inc.	6 890
Les Bois de Plancher P.G. inc.	3 120
Les confections Stroma inc.	68 451
Les Diamants Stornoway (Canada) inc.	22 000
Les entreprises Amilia inc.	50 127
Les entreprises DBM Reflex inc.	4 578
Les industries Blais inc.	60 000
Les industries Saulnier inc.	13 948
Les industries Show Canada inc.	6 112
Les industries Spectra Premium inc. (Boucherville)	99 999
Les industries Spectra Premium inc. (Laval)	1 600
Les Inspections Thermetco inc.	10 380
Les intérieurs Mobilia inc.	22 426
Les matrices d'extrusion Colam	25 560
Les Pêcheries Gaspésiennes inc.	42 941

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Les Pêcheries Marinard Itée	42 932
Les Remorques Jelano inc.	10 768
Les services conseils Systématix inc.	26 800
Les Solutions Victrix inc.	7 250
Les Solutions Xmedius inc.	26 650
Les Systèmes Adda Tech inc.	21 440
Logiciels DTI inc.	7 000
Logiciels Tempo inc.	17 880
Logistique Trans-Pro inc.	65 422
LVL Global inc.	14 130
Maison de la pomme Frelighsburg inc.	18 743
Maje+Cie inc.	7 026
Manufacturier minier CMAC Thyssen	86 221
Manufacturiers de moules et matrices Sirius inc.	20 366
Mapei inc.	3 200
Martel Assurance inc.	8 199
Matériaux de construction Létourneau inc.	20 433
MBI Plastique inc.	30 919
MELS Studios et postproductions S.E.N.C.	45 300
Micro-ondes Apollo Itée	35 928
Minet inc.	31 450
Miralis inc.	77 813
Modulus Data inc.	7 200
Momentum Technologies inc.	21 950
Morbern inc.	28 800
Musique Shutterstock Canada, S.R.I.	21 900
Natpro inc.	24 253

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Numérik Solutions d'affaires	8 255
Olymel	11 550
Ontario Drive & Gear Limited	29 012
Opal-RT Technologies inc.	46 320
OPEQ (Ordinateurs pour écoles du Québec)	7 250
Oranje Groupe inc.	15 585
Para-Net buanderie & nettoyage à sec inc.	19 095
Paraza Pharma inc.	71 450
Pâtisseries Jessica inc.	81 154
PCM Ventes Canada inc.	43 200
Perfection inc.	36 954
PF Résolu Canada inc. (Alma)	94 355
PF Résolu Canada inc. (Jonquière)	90 000
Pharmascience inc.	14 750
Plessitech inc.	6 300
Pneus Lanoraie inc.	1 486
Produits chimiques Seigneurie	80 521
Produits de construction Derby inc.	31 090
Progesys inc.	4 800
Pro-Métal Plus	8 389
Pur Climat Contrôles inc.	28 470
R3D Conseil inc.	11 000
Raynox 2000 inc.	56 548
Rayonnage Camrack inc.	34 594
RefPlus inc.	13 427
Renaissance (Industries Goodwill Renaissance Montréal inc.)	11 020
REP Solution Interactive inc. (Dialogue perspective)	11 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Réseau des professionnels de la santé en pédiatrie inc.	7 250
Résidence Côté jardin	11 000
Résidence le Portail	3 464
Résidence Villa St-Joseph inc.	17 519
Restaurant Les trois moussaillons inc.	7 240
Restaurant Tora-Ya Ramen inc.	18 245
Roberge & Fils inc.	47 170
Robert Hydraulique inc.	20 171
Rodrigue, peintre décorateur inc.	3 200
Roi Recherches sur les occasions d'investissements inc.	16 984
Rotobec inc.	16 714
S.E.T. 47 inc.	5 400
Safran Moteurs d'hélicoptères Canada inc.	1 800
Sani-Marc inc.	7 110
Savoir-Faire Linux inc.	57 800
SCA Amérique du Nord — Canada inc.	3 160
Sixpro inc.	12 192
SM Conseils-Services, GRH	2 800
Société Conseil Groupe LGS	14 450
Société de développement durable d'Arthabaska	7 840
Société en commandite Avions C Series	100 000
Société Teledyne Dalsa	22 100
Sofdesk inc.	53 595
Solutions Gurus inc.	18 500
Solutions Novika	6 493
Solutions Pétal inc.	7 250
Solutions Xpertsea inc.	7 250

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Soylutions inc.	15 551
SSENSE	90 256
Stedfast inc.	17 133
St-Pierre moteur service inc.	2 506
Structures Barrette inc.	1 600
SUEZ Solutions de traitement Canada	5 750
Sunny Side Up créatif inc.	7 175
Supermétal Québec inc.	11 006
Synergica électrique inc.	22 861
Systèmes d'emballage sécuritaire Nelmar inc.	11 700
Systèmes médicaux Élynx inc.	49 594
TandemLaunch inc.	46 224
Techéol inc.	24 609
Technologie de pensée Itée	41 244
Technologies Datavalet inc.	30 276
Technologies Dealflo inc.	5 700
Technologies Xcelsia inc.	15 875
Teknion LS inc.	69 700
Teldig inc.	9 700
Télio & Cie inc.	24 869
Terragon, Technologies de l'environnement inc.	36 450
Terre de Jeunes de Ste-Julienne	4 830
Théâtre Teesri Duniya	4 324
Traction sur demande	18 930
Transforce Betal inc.	25 120
Transport Allaire inc.	16 170
Tri-Texco inc.	36 149

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Ugroupmédia	6 486
Uniboard Canada inc.	36 360
Union des employés et employées de service, section locale 800 (UES-800)	58 300
Unipêche M.D.M. Itée	101 058
Usitech Précisions inc.	8 140
V.R. Médic inc.	11 061
Varitron Technologies inc.	18 231
Verbom inc.	3 493
Vertima inc.	44 936
Vestshell inc.	19 714
Viandes Seficlo inc.	4 826
Volta Création inc.	18 050
Weddel Limitée	1 600
Ytria inc.	26 600
Total partiel entreprises	7 883 402
Total partiel fournisseurs³³	250 180

33. Six ententes de service ont été réalisées sur une base régionale. Le fournisseur est un organisme reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

PROGRAMME INCITATIF POUR L'ACCUEIL DE STAGIAIRES
EN FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
121547 Canada inc. (RE/MAX Provincial)	3 000
123KLAN	3 000
2961-0300 Québec inc. (Location Daniel Boivin)	3 000
3089-3242 Québec inc. (Hôtel Plaza)	4 000
9032-8402 Québec inc.	8 000
9101-6170 Québec inc.	3 000
9111-5915 Québec inc.	5 000
9115-8279 Québec inc. (Québec Mitsubishi)	3 000
9180-6166 Québec inc. (Honda de la Capitale)	3 000
9259-0272 Québec inc.	3 000
9287-8578 Québec inc. (Hôtel le Voyageur)	4 000
9311-9089 Québec inc. (Hyundai Val-Bélair)	3 000
9360-8065 Québec inc. (Hydrotek)	1 000
9766782 Canada inc. (Cygne Béton)	6 000
A2B Solution inc.	2 000
Aéroports de Montréal	3 000
Aérospatiale Hemmingford inc.	5 000
Alta Précision inc.	5 000
AMB Comptabilité inc.	6 000
Analyse de sol inc.	3 000
Anik Daoust	3 000
Applications Bamboo Soft inc.	2 000
ARLPHLaurentides	2 000
Art Vinyle	3 000
Atelier d'usinage et de soudure Val-d'Or inc.	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Atelier d'usinage Gomex inc.	3 000
Atelier d'usinage branconnier	3 000
Atelier d'usinage Gélinas inc.	4 000
Atelier Genytech inc.	5 000
Atelier Petits Moteurs Prévost inc.	3 000
Aubainerie Mont-Laurier inc.	4 000
Autobus Campeau inc.	3 000
Autocentreville.net	3 000
Autoénergie Canada inc.	6 000
Aux Trois Mâts	2 000
Axmédia	3 000
Blainville Chrysler	3 000
Blondin Fortin inc.	9 000
BMA Architecture de paysage inc.	3 000
Boiseries Raymond inc.	3 000
C. Croteau inc.	8 000
C.A.V.A.C. du Bas-Saint-Laurent	1 000
Ça C'est Chiens	6 000
Camions Freightliner Québec inc.	5 000
Campeau Vinet CPA inc.	6 000
Canadian Tire gestion Jean Paquette	8 000
Can-Am Billots et planches	1 000
Carole Croteau inc.	8 000
Carpediem Design	3 000
Carrefour communautaire Arc-en-ciel	2 000
Centre à la petite enfance La Becquée	2 000
Centre CASA	2 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Centre de collision centre-ville inc.	5 000
Centre de la petite enfance Les Trois Coins	1 000
Centre de stimulation L'envol	2 000
Centre de stimulation L'intercom	2 000
Centre de technologie minérale et de plasturgie	8 000
Centre du camion Québec Métro inc.	5 000
Centre du sport Alary inc.	6 000
Centre vétérinaire Laval	3 000
Chambre de commerce et d'industrie Thérèse de Blainville	5 000
Chartwell, Les Monarques, résidence pour retraités	12 000
Châssis d'auto Idéal (Montréal) inc.	5 000
Châteauneuf Tousignant McClure inc.	2 000
Citoxlab Amérique du Nord inc.	3 000
Claret Canada inc.	5 000
Cloutier Pro Mini Moteur inc.	3 000
Codems, solutions web et multimédia	2 000
Communauté d'affaires plus (RGAQ)	12 000
Communications Dialexia inc.	6 000
Comptabilité Carrier inc.	6 000
Concept Granby inc.	4 000
Concept Mode Beauport inc.	4 000
Concept Mode Chicoutimi inc.	4 000
Concept Mode Sherbrooke inc.	4 000
Concept Mode Ste-Foy inc.	8 000
Concept mode Trois-Rivières inc.	4 000
Concept mode Victoriaville inc.	4 000
Concept Neufchatel inc.	4 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Concept Québec inc.	4 000
Concept St-Constant inc.	4 000
Conception Génik inc.	3 000
Conception M.B. Meubles en bois inc.	4 000
Constant	3 000
ConstructBuy (TM) (MC)	2 000
Corporation Zedbed International inc.	2 000
CPU Service d'ordinateur inc.	3 000
Créagine	6 000
Crocus La Boîte	6 000
Dalkar Précision	11 000
Denis Croteau inc.	4 000
Design Nancy Allaire inc.	3 000
Desjardins Sport inc.	3 000
Dimensions portes et fenêtres inc.	3 000
DMS Détail inc.	3 000
Doucet Machineries inc.	6 000
DSD International inc.	2 000
Edgar Blondeau inc.	5 000
Élite Composite inc.	2 000
Entreprise-École Recypro D'Argenteuil	3 000
Entreprises Marian Richard inc.	4 000
Entreprises S.M.T.R. inc.	5 000
Entreprises Sylvie Drolet inc.	4 000
Épicerie fine : Les marchands de bières inc.	3 000
Équipe Laurence inc.	3 000
Équipe Microfix, Services informatiques	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Équipement Poirier et fils	3 000
Fabrication Tek-Nic inc.	7 000
Ferme Jamiquot S.E.N.C.	3 000
Fix Auto Châteauguay	5 000
Fix Auto Décarie	10 000
Fix Auto Longueuil	5 000
Fix Auto Longueuil-Est	5 000
Fix auto Montréal-Ouest	5 000
Fix Auto Saint-Hubert	5 000
Fix Auto St-Léonard	5 000
Fix Moto Sport	3 000
Four Points by Sheraton Lévis MC	4 000
Frais à Bord inc.	1 000
G2 Logiciels inc.	3 000
G4-R-D inc.	3 000
Garage Bigras Tracteur inc.	3 000
Garage Gilmyr inc.	5 000
Garage Morin de St-Jean inc.	5 000
Garde-Robes Gagnon et frères	3 000
Gestion Conadal inc	3 000
Gestion D. Pressault inc.	4 000
Gestion en infrastructures souterraines inc. (GIS inc.)	3 000
Gestion Gaston Boivin inc.	8 000
Gestion Gérald Savard inc.	8 000
Gestion Gilles St-Michel inc.	4 000
Gestion J.M. Leroux Itée	4 000
Gestion Michel Lafleur inc.	8 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Gestion Réjean Léger inc.	4 000
Gestion René J. Beaudoin inc.	8 000
Gestions Jean Leblond Itée	4 000
Gestions Jean-Marc Gagné Itée	8 000
Gestions Réal Jutras inc.	8 000
Gestions Serge Guillemette inc.	8 000
Greenbee Logiciel inc.	2 000
Grégoire, Marie-Christine	2 000
Groupe Meloche inc.	5 000
Groupe PJV	2 000
Hampton Inn & Suites MC	4 000
Hayes Communications inc.	3 000
Henri Cousineau et fils inc.	3 000
Hess Aérospatiale et défense Itée	5 000
Hilton Québec	4 000
Horizon Arpenteurs-géomètres inc.	9 000
Hôtel Ambassadeur	4 000
Hôtel Château Laurier Québec	4 000
Hôtel le Dauphin	4 000
Hôtel Lindbergh	4 000
Hôtel Normandin inc.	4 000
Hôtel Palace Royal inc.	4 000
Hôtel Pur Québec LP	4 000
Hôtel-Musée Premières Nations	8 000
HycO Canada Ltd	12 000
i2p Informatique d'entreprise inc.	3 000
Immo Assistance (Surin, F. Alexandra)	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Immo Excellence inc.	3 000
Indigo Construction inc.	3 000
Induktion Groupe Conseil inc.	3 000
Industrie Lemieux inc.	2 000
Industries Bang inc.	3 000
Industries de précision rapide Itée	5 000
Informatrixx Ordinateurs inc.	3 000
Intervalle	2 000
Jac Motos sport inc.	3 000
Jean Peters Architecte	3 000
Jovaco Solutions inc.	2 000
Kaméléon Atelier par Régine Apollon inc.	3 000
Kenworth Québec inc.	10 000
Kinova inc.	3 000
Kumon St-Léonard	3 000
L. Bilodeau & fils Itée	5 000
La Compagnie Commonwealth Plywood Itée	3 000
La maison des jeunes du Bic	1 000
La maison des parents d'enfants handicapés des Laurentides	2 000
La Traversée 12-18 ans inc.	2 000
LDetek inc.	2 000
Le Cartier informatique inc.	3 000
Le centre du routier St-Augustin inc.	5 000
Le Club de hockey junior Armada inc.	3 000
Le Club piscine Plus Québec C.P.P.Q. inc.	3 000
Le Comptoir Informatique Blainville inc.	3 000
Le Concorde	4 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Le Maître constructeur St-Jacques inc.	2 000
Le spécialiste du VTT	3 000
L'effet Boomerang inc.	3 000
Les Agences Meublanc inc.	3 000
Les Brasseurs du Nord inc.	3 000
Les compresseurs ADEC Itée	3 000
Les emballages 1.2.3.	3 000
Les entreprises de réfrigération L.S.	3 000
Les entreprises électriques L.M. inc.	3 000
Les entreprises J.P. Larochelle inc.	8 000
Les entreprises Michel Choinière inc. (Magasin associé Canadian Tire)	8 000
Les entreprises Pierre L. Boulos inc.	4 000
Les entreprises Rémi C. Bouchard inc.	12 000
Les entreprises Roland Doyon inc.	8 000
Les gestions Mirko Langlois inc.	4 000
Les immeubles Jacques Robitaille inc. (Hôtel Québec Inn)	8 000
Les logiciels Cienapps	4 000
Les machineries Pronovost inc.	6 000
Les meubles Jaymar Corp.	3 000
Les placements Michel Mayrand inc.	8 000
Les Produits Polarmade inc.	3 000
Les services à la petite enfance La Tralée inc.	3 000
Les services JAG inc.	5 000
Les Solutions Devco	4 000
Les Toitures Hogue inc.	3 000
Les usinages Mallette inc.	5 000
Libre Internet inc.	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
L'Îlot	2 000
L'oasis de Lotbinière inc.	2 000
Location d'outils Mecatech	3 000
Location d'outils 2000	3 000
Location d'outils GPS inc.	3 000
Longue Pointe Chrysler Dodge Jeep Ram Itée	5 000
Magasin Alain Bélanger inc.	4 000
Magasin Alain St-Jean inc.	4 000
Magasin Alduca inc.	4 000
Magasin Léopold Fontaine inc.	12 000
Maillagogo inc.	1 000
Maison des familles de Rimouski-Neigette	1 000
Maison Roger Croteau (1986) inc.	4 000
Manoir du Boisé Gagnon	15 000
Manoir du lac	6 000
Manoir du lac Delage inc.	4 000
Manoir Royal Saint-Eustache	9 000
Manoir Victoria	4 000
Marine 360	3 000
Martin Roy et Associés inc.	3 000
Mecachrome Canada inc.	3 000
Mesures alternatives jeunesse Frontenac inc.	2 000
Métal Marquis inc.	3 000
Microbrasserie à la Fût	1 000
Millogiciel du Canada inc.	2 000
Minotaure nutrition	3 000
Multi-Service E.D. inc.	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Nabi-Tek	3 000
Nature Animale inc.	3 000
Nétur inc.	5 000
Nitek Laser inc.	4 000
Nolinor Aviation	6 000
Ontario Drive & Gear Limited	3 000
Opaysage Architectes paysagistes	3 000
Ordinacœur R.T.	9 000
Paré Centre du camion White GMC inc.	5 000
Passion cuisines ébénisterie fine 2017	3 000
Pattes et griffes	3 000
Pemana inc.	6 000
Pharmacie Mirka Simard inc.	3 000
Placeteco inc.	3 000
Produits industriels TRAF inc.	5 000
Pro-Impact Collision inc.	5 000
Pronex excavation inc.	3 000
Publicité Pros-Pub	3 000
R. Croteau Rimouski inc.	16 000
R.M. Croteau inc.	4 000
R.P.A. Mont-Joli S.E.C.	1 000
RDC Contrôle Itée	5 000
Référence Design	3 000
Régulvar inc.	3 000
René Matériaux composites Itée	2 000
Repère Paysage	3 000
Rial Électrique inc.	2 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Robovic inc.	2 000
Roulotte Prolite inc.	3 000
S.C. Motosport	3 000
Santé mentale Québec – Bas-St-Laurent	1 000
SBSA	3 000
Scholer Industriel inc.	3 000
Service D-COR inc.	3 000
Services d'entretien ménager Mathile	3 000
Shawn Bisailon	3 000
Sicola Itée	3 000
Solutions Novika	1 000
Sommex Communication inc.	3 000
SPCA Lanaudière–Basses-Laurentides	6 000
Ste-Foy Mitsubishi	3 000
Suspensions et ressorts Michel Jeffrey inc.	5 000
Synergie Canada inc.	2 000
Techno Intégra	3 000
Technosub	3 000
Tecksoft inc.	4 000
Transdiff inc.	5 000
Transport L.F.L. inc.	5 000
Usinage ALT inc.	3 000
Usinage Berthold inc.	5 000
Usinage Filiatrault inc.	3 000
Usinage Proto Concept inc.	5 000
Usinage spécialisé G.L.	5 000
Usinage Tremblay inc.	3 000

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Usinage X-Spec inc.	3 000
Valérie de L'Étoile design d'intérieur	3 000
Ventilabec inc.	3 000
Verflex	3 000
Village Vacances Valcartier (Hôtel Valcartier)	4 000
Vitrierie d'Anjou	3 000
Vitrierie Vertech (2000) inc.	3 000
VTT Quadpro	6 000
Web-Cab inc.	3 000
Total	1 246 000

PROGRAMME DE FORMATIONS DE COURTE DURÉE PRIVILÉGIANT LES STAGES
DANS LES PROFESSIONS PRIORISÉES PAR LA CPMT

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Association hôtelière de la région de Québec	59 988
Bombardier inc.	1 131 192
Chambre de commerce de Mont-Tremblant	478 325
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de la Mauricie	419 102
Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Montréal (CPA Montréal)	162 107
Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Québec (CPA Québec)	540 446
Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle (Perform)	1 856 954
Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale au Québec (CAMAQ)	4 431 668
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement (Envirocompétences)	422 533
Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine	704 591
Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles	115 007
Comité sectoriel de main-d'œuvre du bois (Formabois)	1 429 217
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des plastiques et des composites (Plasticompétences inc.)	1 003 269
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier (Camo-route inc.).	926 950
Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole (AGRIcarrières)	470 140
Corporation des carrossiers professionnels du Québec	971 903
Manufacturiers et exportateurs du Québec	3 884 033
Services d'entretien miniers industriels R.N. 2000 inc.	265 318
Tourisme Baie-James	167 667
Véolia es Canada services industriels inc.	368 424
Total	19 808 834

BOURSES DE PROMOTION DES PROGRAMMES DE FORMATION
MENANT AUX PROFESSIONS PRIORISÉES PAR LA CPMT

01 - BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE MATANE	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'intégration multimédia	Florimond Jouffroy
Techniques d'intégration multimédia	Jean-Michel Gingras
Techniques d'intégration multimédia	Jérémy Leroux-Leclerc
Techniques d'intégration multimédia	Jérôme Tarley
Techniques d'intégration multimédia	Stéphane Turpin
Techniques d'intégration multimédia	Thomas Etheve

CÉGEP DE RIMOUSKI	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de la logistique du transport	Émilie Séry
Techniques de la logistique du transport	Hamidou Diallo
Techniques de la logistique du transport	Hugo Ouellet
Techniques de la logistique du transport	Karine Cinq-Mars
Techniques de la logistique du transport	Marie-Andray Létourneau
Techniques de la logistique du transport	Olivier Poulin

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Dorian Michaud
Mécanique de véhicules lourds routiers	Gabriel Vigneau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Joel Fortin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Miguël Leblanc
Mécanique de véhicules lourds routiers	Samuel Bourgeois
Mécanique de véhicules lourds routiers	Tommy Pelletier

COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Antoine Gagné
Assistance à la personne en établissement de santé	Jean-Sébastien Miville
Assistance à la personne en établissement de santé	Kassandra Dugas
Assistance à la personne en établissement de santé	Samuel Beaulieu
Assistance à la personne en établissement de santé	Stéphany Tremblay
Mécanique automobile	Jérémy Jean
Mécanique automobile	Maxime Sirois
Mécanique automobile	Sébastien Pineault

INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE, CAMPUS LA POCATIÈRE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Anthony Couillard
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Anthony Veilleux
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Justin Caron
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Louis Hamel
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Maryline Pelletier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Raphaël Lecours
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Raphaël Rioux
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Rebecca P. Bérubé
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Sarah Pelletier
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Amina Asses
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Anabelle Soucy
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Francis Plante
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Katherine Lecompte
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Pétula Bernier
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Simon Castonguay-Paradis

02 - SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technologie de l'électronique industrielle	Alex Tremblay
Technologie de l'électronique industrielle	Fabien René Raymond Bouchard
Technologie de l'électronique industrielle	Nicolas Rodrigue
Technologie du génie métallurgique	Estebane Desgagnés
Technologie du génie métallurgique	Lenny Perron
Technologie du génie métallurgique	Marc-André Gagné
Technologie du génie métallurgique	Vincent Gauthier
Technologie du génie métallurgique	William Moreau

CÉGEP DE JONQUIÈRE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Anais Boisvert
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Jérémy Lahaye-Côté
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Kim Valet
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Laurie Simard
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Marguerite Minier
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Nicolas Videault
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Sylvaine Meindu
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Tommy Gauthier
Techniques de génie chimique	Amélie Perras
Techniques de génie chimique	Jacob Cyr
Techniques de génie chimique	Kim Boucher
Techniques de génie chimique	Sébastien Bergeron
Techniques de génie chimique	Thomas Bouchard

CÉGEP DE JONQUIÈRE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de génie mécanique	Félix Côté-Beauchemin
Techniques de laboratoire	Jean-Christophe Fortin
Techniques de laboratoire	Sandrine Doucet-Savard
Techniques d'éducation à l'enfance	Léa Huot
Techniques d'éducation à l'enfance	Sabrina Côté
Techniques d'éducation à l'enfance	Sylvianne Laliberté
Techniques d'intégration multimédia	Amélie Tremblay-Belley
Techniques d'intégration multimédia	Ann-Laurie Lapointe
Techniques d'intégration multimédia	Christopher Harvey
Techniques d'intégration multimédia	Joany Bonneau
Techniques d'intégration multimédia	Nicolas Tremblay
Techniques d'intégration multimédia	Stéphanie Gélinas
Technologie de l'électronique industrielle	Jessy Tremblay
Technologie de l'électronique industrielle	Jordan Fortin
Technologie de l'électronique industrielle	Nicolas Côté
Technologie du génie industriel	Jescika Dufour
Technologie du génie industriel	Maxime Caron
Technologie du génie industriel	Santatra Manant Andriamilala

COLLÈGE D'ALMA

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Mathias Boulianne-Adams
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Jean-Michel Filion
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Samuel Frigon
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Timmy Gauthier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Félix-Antoine Goulet
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Alex Morency
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Marc-Olivier Pelletier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Guillaume Bélanger
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Julien-Charles Côté

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Billy Gaudreault
Mécanique automobile	Jeremy Gingras
Mécanique automobile	Noah Picard-Simard
Mécanique automobile	Philippe Lavoie
Mécanique automobile	Pier-Alexandre Munger
Mécanique automobile	Pierrot Côté
Mécanique automobile	Simon Larouche
Mécanique de véhicules lourds routiers	Anthony Hudon
Mécanique de véhicules lourds routiers	Christopher Benson
Mécanique de véhicules lourds routiers	Éric Denis
Mécanique de véhicules lourds routiers	Francis Gauthier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Françoise Villeneuve
Mécanique de véhicules lourds routiers	Guillaume Proulx
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jean-Philippe Crevier

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jérôme Bouchard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jérôme Pelletier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mathieu Bouchard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Pier-Luc Pineault
Mécanique de véhicules lourds routiers	Samuel Truchon Arseneault
Mécanique de véhicules lourds routiers	Simon Boudreault
Mécanique de véhicules lourds routiers	William Fortin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Zachary Claveau

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technique d'usinage	Dave Grenon-Groussette

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES BLEUETS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Nicolas Turcotte
Mécanique automobile	Samir Eddahbi
Mécanique automobile	William Potvin
Mécanique automobile	Jérémy Cloutier
Mécanique automobile	Joël Bradette
Mécanique automobile	Maxime Dumais
Mécanique automobile	Olivier Simard

03 - CAPITALE-NATIONALE

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Rosalie Rousseau
Techniques d'éducation à l'enfance	Mireille Côté
Techniques d'éducation à l'enfance	Vicky Couture
Techniques d'éducation à l'enfance	Maude Proulx
Techniques d'éducation à l'enfance	Lory-Ann Simard-Peruta
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Pierre Marteil
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Philippe Charlebois

CÉGEP LIMOILOU

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Claudèle Gauthier-Larocque
Soins infirmiers	Eve Bertrand
Soins infirmiers	Florence Clavet
Techniques de génie mécanique	Elliot Byrns
Techniques de génie mécanique	François-Olivier Pelletier
Techniques de génie mécanique	Philippe St-Laurent
Techniques de l'informatique	Christophe Nadeau
Techniques de l'informatique	Étienne Caisse
Techniques de l'informatique	Gabriel St-Amant Morales
Techniques de l'informatique	Jacob Babin
Techniques de l'informatique	Jean-Michel Morin
Techniques de l'informatique	Julien Dumont
Techniques de l'informatique	Maxime St-Amand
Techniques de l'informatique	Nicolas Asselin

CÉGEP LIMOILOU

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	Pascal Lalonde-Brodeur
Techniques de l'informatique	Simon-Pierre Normand
Techniques de l'informatique	Tristan Lirette
Technologie de l'électronique industrielle	Alexandre Légaré
Technologie de l'électronique industrielle	Alexandre Lepage
Technologie de l'électronique industrielle	Anthony Dono
Technologie de l'électronique industrielle	Cédric Sylvain-Proulx
Technologie de l'électronique industrielle	Charles Auger
Technologie de l'électronique industrielle	David Ahouomto
Technologie de l'électronique industrielle	Guillaume Pitre
Technologie de l'électronique industrielle	Jérémy Catudal
Technologie de l'électronique industrielle	Marc-Olivier Mimeault
Technologie de l'électronique industrielle	Marie Esther Bédard
Technologie de l'électronique industrielle	Mathieu Leriche
Technologie de l'électronique industrielle	Michaël Forgot
Technologie de l'électronique industrielle	Olivier Chouinard
Technologie de l'électronique industrielle	Pascale Alarie
Technologie de l'électronique industrielle	Raphael Genois
Technologie de l'électronique industrielle	Samuel Tourigny
Technologie de l'électronique industrielle	Thomas De Roy
Technologie de l'électronique industrielle	William Daoust
Technologie de l'électronique industrielle	William Fontaine
Technologie de l'électronique industrielle	Yann Moreau
Technologie du génie civil	Alyson Anctil
Technologie du génie civil	Félix Robillard
Technologie du génie civil	Jean-Samuel Guérin

CÉGEP LIMOILOU

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technologie du génie civil	Jennifer Côté
Technologie du génie civil	Jeremy Alain
Technologie du génie civil	Louis-Charles Maheux
Technologie du génie civil	Sébastien Cayouette
Technologie du génie industriel	Charles-Étienne Simard
Technologie du génie industriel	David Rochon
Technologie du génie industriel	Elena Gagnon
Technologie du génie industriel	Nicolas Girard

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Anne-Clara Boily-Tremblay
Mécanique automobile	Gabriel Desbiens
Mécanique automobile	Jérémy Simard
Mécanique automobile	Simon Valentin

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de machines fixes	Anthony Robitaille Mathieu
Mécanique de machines fixes	Daniel Parent
Mécanique de machines fixes	Denise Ezer Yavo
Mécanique de machines fixes	Simon Morneau Belley
Mécanique de véhicules lourds routiers	Samuel Bonnallie
Mécanique de véhicules lourds routiers	Olivier Bouchard-Caron
Mécanique de véhicules lourds routiers	Charles Brodrique

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jérémy Desaulniers
Mécanique de véhicules lourds routiers	Benoît Desrosiers
Mécanique de véhicules lourds routiers	Cédrick Drouin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Daniel Gagnon
Mécanique de véhicules lourds routiers	Maxime Huot
Mécanique de véhicules lourds routiers	Julien Landry
Mécanique de véhicules lourds routiers	Michaël Plamondon
Mécanique de véhicules lourds routiers	Philippe Pothier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Vincent Racine
Mécanique de véhicules lourds routiers	Josyane Richard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Thomas Savary
Mécanique de véhicules lourds routiers	Samuel Savoie
Mécanique de véhicules lourds routiers	Vincent Tremblay-Buzzell
Mécanique de véhicules lourds routiers	Stéphanie Veilleux

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Cassandra Paquin
Assistance à la personne en établissement de santé	Chantal Bouchard
Assistance à la personne en établissement de santé	Claudie Morissette
Assistance à la personne en établissement de santé	Colette Leclerc
Assistance à la personne en établissement de santé	France St-Laurent
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Denise Dasciné
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Pier Béland
Assistance à la personne en établissement de santé	Martine Gauthier

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Martine Laberge
Assistance à la personne en établissement de santé	Nadia Ratycz
Mécanique automobile	Alexandre Mallard
Mécanique automobile	Gabriel Germain
Mécanique automobile	Nicolas Henry
Mécanique automobile	Nicolas Pageau
Techniques d'usinage	Raphaël Doré-Trudel
Techniques d'usinage	Younes Chennoufi

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Andrée-Line Bernard
Assistance à la personne en établissement de santé	Anne-Marie Garneau
Assistance à la personne en établissement de santé	Annie Beaupré
Assistance à la personne en établissement de santé	Isabelle Truchon–St-Pierre
Assistance à la personne en établissement de santé	Laury-Ann Laporte
Assistance à la personne en établissement de santé	Lidwine Gloria Tsony Lengdep
Assistance à la personne en établissement de santé	Lisette Omolara Adechian
Assistance à la personne en établissement de santé	Lucie Merline Megni Nguedia
Assistance à la personne en établissement de santé	Myalee Marcil
Assistance à la personne en établissement de santé	Stéphanie Harvey Huot
Assistance à la personne en établissement de santé	Suzie Veuilleux
Assistance à la personne en établissement de santé	Wendyida Jeanette Dabilgou

04 - MAURICIE

COLLÈGE SHAWINIGAN	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Cally Savard
Soins infirmiers	Chloé Maève Hoarau
Soins infirmiers	Maryne Turpin
Techniques de laboratoire	Alexis Dandonneau
Techniques de laboratoire	Andy Henri Dijoux

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Annie Patenaude
Assistance à la personne en établissement de santé	Cathy Gagnon
Assistance à la personne en établissement de santé	Christina Charrette
Assistance à la personne en établissement de santé	Cindy Ricard
Assistance à la personne en établissement de santé	Danielle Martel
Assistance à la personne en établissement de santé	David Lamy
Assistance à la personne en établissement de santé	Deiby Jhoana Collazos Betancourth
Assistance à la personne en établissement de santé	Étienne Gisèle Djoumessi
Assistance à la personne en établissement de santé	Jennifer Boutin
Assistance à la personne en établissement de santé	Kassandra Lemay
Assistance à la personne en établissement de santé	Lisane Martin
Assistance à la personne en établissement de santé	Maely Dumoulin
Assistance à la personne en établissement de santé	Manon Lacoursière
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Claude Levesque
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Florence Hébert
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélanie Carrière

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélanie Lambert
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélissa Auger
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélissa Beudet
Assistance à la personne en établissement de santé	Miryam Dupras
Assistance à la personne en établissement de santé	Stéphanie Blais
Assistance à la personne en établissement de santé	Suzy Boissonneault
Assistance à la personne en établissement de santé	Tommy Beaubien
Mécanique automobile	Alexandre Dupuis
Mécanique automobile	Antoine Boisvert
Mécanique automobile	Audrey Champagne
Mécanique automobile	Émilien Valduga
Mécanique automobile	Jordan Bouchard
Mécanique automobile	Mario Tessier

05 - ESTRIE

CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE – CAMPUS LENNOXVILLE	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Coralie Bienvenue
Soins infirmiers	Vance Côté

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Claudia Benoit
Assistance à la personne en établissement de santé	Daphney Langevin-Monette
Assistance à la personne en établissement de santé	Samantha Michaud-Bonsant
Mécanique automobile	Ambroise Pelpel
Mécanique automobile	Jasmin Proulx
Mécanique automobile	Jason Lepître
Mécanique automobile	Jonathan Pothier
Mécanique automobile	Shukran Ahmad
Mécanique automobile	Steven Marchand
Mécanique de véhicules lourds routiers	Anthony Leclerc
Mécanique de véhicules lourds routiers	Gabriel Yergeau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Maxime Perreault
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mychaël Ash
Mécanique de véhicules lourds routiers	Nicolas Chainey
Mécanique de véhicules lourds routiers	Nicolas Roy
Mécanique de véhicules lourds routiers	Renaud Bachand
Mécanique de véhicules lourds routiers	Thierry Lacasse
Techniques d'usinage	Émilie Boutin
Techniques d'usinage	Jason Huard
Techniques d'usinage	Phillip Aubin-Jubenville

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Alexandra Ponthet
Assistance à la personne en établissement de santé	Benjamin Veilleux
Assistance à la personne en établissement de santé	Yancy Rémillard
Mécanique automobile	Alex Bélanger
Mécanique automobile	Cédric Dion
Mécanique automobile	Clément Maire
Mécanique automobile	Jérémie Domingue-Pelletier
Mécanique automobile	Jimmy Dupuis
Mécanique automobile	Nicolas Turmel

COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technique d'usinage	Dave Grenon-Groussette

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessica McMorine
Assistance à la personne en établissement de santé	Luz Adriana Atuesta Acosta
Assistance à la personne en établissement de santé	Travis Doyle
Techniques d'usinage	Léo Samuel Veltkamp

06 - MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de la logistique du transport	Ahmad Rajab
Techniques de la logistique du transport	Anna Boyko
Techniques de la logistique du transport	Audréanne Pepin
Techniques de la logistique du transport	Charles-Alexandre Girard
Techniques de la logistique du transport	Jaelle Naila Vallias-Jean
Techniques de la logistique du transport	Jean-Philippe Daoust
Techniques de la logistique du transport	Jennifer Dye
Techniques de la logistique du transport	Philip Pierscinski
Techniques de la logistique du transport	Pierre Romain Tsafack Tsopnang
Techniques de l'informatique	Amina Mihoubi
Techniques de l'informatique	Benjamin Claveau
Techniques de l'informatique	Simon Faubert
Techniques d'éducation à l'enfance	Karolanne Beaudoin
Techniques d'éducation à l'enfance	Montserrat Sanchez Monterd
Technologie de l'électronique industrielle	Cheney Saysourinho
Technologie de l'électronique industrielle	Moussa Sangare
Technologie de l'électronique industrielle	Samuel Dufour
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Armstrong Legros
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Joël Martinez-Sirois

CÉGEP DE SAINT-LAURENT

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Emma Dazé
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Christian Drouin
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Yasmin El Darrat
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Frédéric Rouleau
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Houria Tarafi
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Leslie Arisbeth Becera Guzman
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Nicole Kavumbu Mukadi
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Samantha Rosine Tchaleu
Soins infirmiers	Laura Yulieth Castrillon Escobar
Soins infirmiers	Éric Beaulieu
Soins infirmiers	Sadki Rachilda
Soins infirmiers	Websthely Edmond
Soins infirmiers	Danielle Stéphanie Ngo Beth

CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Conseil en assurances et en services financiers	Justine Tamaro
Conseil en assurances et en services financiers	Mathieu Mooljeking
Conseil en assurances et en services financiers	Nassima Benzemam
Conseil en assurances et en services financiers	Béatrice Belley Ducharme
Soins infirmiers	Mardoché Dorsainvil
Soins infirmiers	Isabelle Gagnon
Soins infirmiers	Léa Sheferaw
Techniques de l'informatique	Christian Fortin-Desrosiers
Techniques de l'informatique	Danilo Robado Madore

CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Lou-Ann Dumoulin-Laurin
Techniques d'éducation à l'enfance	Laila Moustoui
Technologie de l'électronique industrielle	Alexandre Tanguay-Moncion
Technologie de l'électronique industrielle	Raphaël Hohly
Technologie de l'électronique industrielle	Kevin Aubry
Technologie de maintenance industrielle	Loïc Dubé-Saint-Pierre
Technologie de maintenance industrielle	Nicolas Thiffeault

CÉGEP JOHN ABBOTT

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Amanda Mcleod
Soins infirmiers	Francis Lemire
Soins infirmiers	Kayla Donaldson
Soins infirmiers	Rebecca Bleasdille
Soins infirmiers	Yi Wei
Techniques de l'informatique	Alex-James Stewart
Techniques de l'informatique	James Lee
Techniques de l'informatique	Joshua Reinhart

COLLÈGE AHUNTSIC

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de laboratoire	Alexandre Gagné
Techniques de laboratoire	Nicolas Truchon
Technologie de l'électronique industrielle	Cristian Balan
Technologie de l'électronique industrielle	Haïfa Fleurival

COLLÈGE AHUNTSIC

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technologie de l'électronique industrielle	Laurence Larocque-Cyr
Techniques de l'informatique	Félix Berny Emmanuel
Techniques de l'informatique	Frederik Chenier
Techniques de l'informatique	Monclès-Junior Hérissé
Technologie du génie industriel	Camilia Alarie-Martinez
Technologie du génie industriel	Maxime Audet
Technologie du génie industriel	Kim Martel
Technologie du génie industriel	Stefan Razvan Strempele

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET (1973) INC.

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	André De Oliveira Carvalho
Techniques de l'informatique	Carlos Henrique Lopes
Techniques de l'informatique	Joao Carlos Fernandes Neto
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Eddyrick Pong
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Tamsamani Badr

COLLÈGE LASALLE

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Amy Chow

COLLÈGE TAV

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Rachida El Atki
Techniques d'éducation à l'enfance	Shamia Ross

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Calorifugeage	Julie Lachance-Bolduc
Ferblanterie-tôlerie	Mohamed Abdou Aziber
Ferblanterie-tôlerie	Phi Long Ho
Mécanique de véhicules lourds routiers	Aissa Kaci
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alaa Belmoudeu
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexandre Larocque
Mécanique de véhicules lourds routiers	Deverse Plaisir
Mécanique de véhicules lourds routiers	Frederic Cloutier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jamil Arisbeth Becera Guzman
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jean-Keller Don
Mécanique de véhicules lourds routiers	Khoa Vuong
Mécanique de véhicules lourds routiers	Luis Dario Corcino Javier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Maika Martel
Mécanique de véhicules lourds routiers	Marc-Antoine Labrie
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mathieu Plasse
Mécanique de véhicules lourds routiers	Max Samuel Goudou
Mécanique de véhicules lourds routiers	Oscar Fernando Miranda Cleto
Mécanique de véhicules lourds routiers	Pierre-Alexandre Martineau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Sylvain Thibault
Préparation et finition de béton	Richard Bouvier
Préparation et finition de béton	Jose Luiz Del Cid
Préparation et finition de béton	Leonardo Delle Donne
Préparation et finition de béton	Alexandre Grenon
Préparation et finition de béton	Xavier Lewiss
Préparation et finition de béton	Jean-Bernard Victor
Préparation et finition de béton	Juan Carlos Vivanco Malache

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de machines fixes	Jacob Bertose
Mécanique de machines fixes	Jonathan Chartier
Mécanique de machines fixes	Marc-Olivier Martin
Mécanique de machines fixes	Salah Daiboun Sajel
Mécanique de machines fixes	Stéphane D'Érico
Mécanique de machines fixes	Yannick Aubin

INSTITUT TECCART (2003)

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	Bailey Monette
Techniques de l'informatique	Rose Hely Brandao
Techniques de l'informatique	Sokhatil Diongue
Technologie de l'électronique industrielle	Alec Couture
Technologie de l'électronique industrielle	Joël Pelletier
Technologie de l'électronique industrielle	Mathieu Royer-Lépine

MACDONALD COLLEGE - UNIVERSITÉ MCGILL

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Bradley Dubeau
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Chad Enderle
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Devin Keenan
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Jenna Hammond
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Jonathan Hamilton
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Marc Vermeulen
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Miguel Bédard
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Rebecca Spuehler
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Thomas Klassen

07 - OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Francis Martin
Assistance à la personne en établissement de santé	Chantal Nault
Assistance à la personne en établissement de santé	Tanya Paquette
Assistance à la personne en établissement de santé	Élisabeth Rochon-Dumont

COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Karine Meade Masson
Assistance à la personne en établissement de santé	Lattifah Sangare
Assistance à la personne en établissement de santé	Lydia Perrier
Assistance à la personne en établissement de santé	Raphaël Normand-Benitez
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexandre Oliveira

08 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Karolanne Gauthier
Soins infirmiers	Valérie Dion
Techniques d'éducation à l'enfance	Anabelle Chassé
Techniques d'éducation à l'enfance	Arianne Trottier
Techniques d'éducation à l'enfance	Camille Burbridge
Techniques d'éducation à l'enfance	Jade Ménard
Technologie de l'électronique industrielle	Anthony Roy-Nadeau
Technologie de l'électronique industrielle	Justin Michaud
Technologie de l'électronique industrielle	Samy Desjardins
Technologie de maintenance industrielle	Olivier Archambault
Technologie de maintenance industrielle	Pier-Olivier Landry

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Éric Verrier
Mécanique automobile	Guillaume Morin
Mécanique automobile	Guyaume Gauvreau
Mécanique automobile	Josée Baribeault
Mécanique automobile	Pierre-Olivier Leclerc
Mécanique automobile	Sara Godin
Mécanique automobile	Yves Gunn

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexandre Lacourse
Mécanique de véhicules lourds routiers	Anthony Cantin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Audrey Plante
Mécanique de véhicules lourds routiers	Emmanuel Roberge
Mécanique de véhicules lourds routiers	Luca Gilbert
Mécanique de véhicules lourds routiers	Nicolas Boucher-Darveau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Sarah-Ève Pard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Thomas Dénomme-Cotten
Mécanique de véhicules lourds routiers	Tristan Robichaud
Mécanique de véhicules lourds routiers	William Paul-Corbeil

COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'usinage	Alexandre Bélanger-Plamondon

09 - CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Jonathan Beaulieu-Fournier
Techniques d'éducation à l'enfance	Raphaël Boisvert
Techniques d'éducation à l'enfance	Laurie Chamberland
Technologie de l'électronique industrielle	Thomas Chrétien
Technologie de l'électronique industrielle	Jean-Benoit Guérin-Dubé
Technologie de l'électronique industrielle	Audrey Desmeules
Technologie de l'électronique industrielle	Charles Cousineau
Technologie du génie civil	Allyson Plouffe
Technologie du génie civil	Olivier Imbeault
Technologie du génie civil	Karl Racine
Technologie du génie civil	Ariane Lavoie

CÉGEP DE SEPT-ÎLES	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	Daniel Jerusalmy
Techniques d'éducation à l'enfance	Arthur Lacroix
Techniques d'éducation à l'enfance	Gabrielle Petitpas
Techniques d'éducation à l'enfance	India Chénard
Technologie de l'électronique industrielle	Carl Bernatchez
Technologie de l'électronique industrielle	Darren Collin
Technologie de l'électronique industrielle	Maxime Boudreault
Technologie de l'électronique industrielle	Miguel Bélanger
Technologie de maintenance industrielle	Marius Cédric Tamo
Technologie de maintenance industrielle	Sarah-Louise Ouellet

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	
Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Alexandre Houde
Mécanique automobile	Dominic Noël

10 - NORD-DU-QUÉBEC

Aucune bourse émise pour le moment

11 - GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Jessica Girard
Soins infirmiers	Laurie Cloutier
Soins infirmiers	Mégane Comeau
Technologie de maintenance industrielle	David Chrétien
Technologie de maintenance industrielle	Pierre Roels

COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Ann-Sophie Leblanc
Assistance à la personne en établissement de santé	Dominique Lefebvre
Mécanique automobile	Alexandre Doucet
Mécanique automobile	Éric Després
Mécanique automobile	Guillaume Babin-Deschênes
Mécanique automobile	Jean-René Parisé
Mécanique automobile	Jérémy Castilloux

12 - CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Amy Turcotte
Soins infirmiers	Élise Makouam-Kam
Soins infirmiers	Justine Poulin
Soins infirmiers	Marie-Michèle Lessard
Soins infirmiers	Marjorie Breton
Soins infirmiers	Stacy Cloutier
Techniques d'éducation à l'enfance	Andréanne Bouchard
Techniques d'éducation à l'enfance	Angélique Bigot-Tremblay
Techniques d'éducation à l'enfance	Caroline Weinsberg
Techniques d'éducation à l'enfance	Emmanuelle Blais
Techniques d'éducation à l'enfance	Jérémy Chassagne
Techniques d'éducation à l'enfance	Julie Boulanger
Techniques d'éducation à l'enfance	Karine Calpetard-Chassagne
Techniques d'éducation à l'enfance	Kassandra Gagnon
Techniques d'éducation à l'enfance	Kévin Bonneau
Techniques d'éducation à l'enfance	Laura Pelletier
Techniques d'éducation à l'enfance	Leila Dulac
Techniques d'éducation à l'enfance	Madyson Bouchard
Techniques d'éducation à l'enfance	Maude Ducharme
Techniques d'éducation à l'enfance	Megan Fortin
Techniques d'éducation à l'enfance	Mélissa Lebel
Techniques d'éducation à l'enfance	Nancy Richard
Techniques d'éducation à l'enfance	Noémie Quirion
Techniques d'éducation à l'enfance	Pamela Thibodeau
Techniques d'éducation à l'enfance	Rosalie Giguère

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Sarah Cornichon
Techniques d'éducation à l'enfance	Sarah Faucher
Techniques d'éducation à l'enfance	Véronique Loranger
Technologie du génie civil	Noémi Tremblay
Technologie du génie industriel	Cédric Fecteau
Technologie du génie industriel	Jean-Michaël Labbé Bourque
Technologie du génie industriel	Maxime Cloutier
Technologie du génie industriel	William Dallaire

CÉGEP DE THETFORD

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Jeffrey Charbonneau
Soins infirmiers	Karelle Fortin-Goulet
Soins infirmiers	Lorie Desjardins
Soins infirmiers	Marianne Auger
Soins infirmiers	Natalie Tanguay
Soins infirmiers	Sandrine Laroche
Techniques de génie mécanique	Bryan Lachance
Techniques de génie mécanique	Jessy Marcoux
Techniques de génie mécanique	Jordan Nadeau
Techniques de génie mécanique	Vincent Poulin

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Diane Bélanger
Assistance à la personne en établissement de santé	Estelle Flora Amoussan Motti
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessica Grimard
Assistance à la personne en établissement de santé	Julie-Pier Boulanger
Assistance à la personne en établissement de santé	Karine Boucher
Assistance à la personne en établissement de santé	Kelly Routhier
Mécanique automobile	Antoinio Loïselle
Mécanique automobile	Guillaume Paquet
Mécanique automobile	Martin Quirion
Mécanique automobile	Samuel Maheux
Mécanique automobile	Samuel Poulin
Techniques d'usinage	Alex Gagné-Poulin
Techniques d'usinage	Jacob Poulin

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Chantale Picard
Assistance à la personne en établissement de santé	Chloé Nadeau-Lanteigne
Assistance à la personne en établissement de santé	Maud Fontaine
Assistance à la personne en établissement de santé	Odette Roy
Assistance à la personne en établissement de santé	Richard Bossé
Assistance à la personne en établissement de santé	Tammy Sanschagrin
Mécanique automobile	Bobby Labrecque
Mécanique automobile	Christian Morin-Lacasse
Mécanique automobile	Gabriel Caron-Lacroix
Mécanique automobile	Jérémie Messervier
Mécanique automobile	Nicolas Coulombe
Techniques d'usinage	Pierre-Yves De Ladurantaye
Techniques d'usinage	Steven Caron

COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Isabelle Lemieux
Assistance à la personne en établissement de santé	Kassandra Toupin
Assistance à la personne en établissement de santé	Manon Thivierge
Assistance à la personne en établissement de santé	Michaël Deslongchamps
Assistance à la personne en établissement de santé	Nancy Labonté
Assistance à la personne en établissement de santé	Sonia Cossette
Ferblanterie-tôlerie	Benoît Lacerte
Ferblanterie-tôlerie	Jimmy Monaghan

COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Alex Ruel
Mécanique automobile	Érika Lessard
Mécanique automobile	Maxime Beaudoin
Mécanique automobile	Maxime Bégin-Roy
Mécanique automobile	Pascale Bégin
Techniques d'usinage	Cynthia Goulet
Techniques d'usinage	Jean-François Houle

COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Audrey Durocher
Assistance à la personne en établissement de santé	Catherine Lardin
Assistance à la personne en établissement de santé	Laurie-Ann Paquin
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Laure Aubé
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélina Giasson
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélissa Amyot-Leblanc
Mécanique automobile	Éric-Olivier Lessard
Mécanique automobile	Jessy Nadeau
Mécanique automobile	Mathieu St-Pierre
Mécanique automobile	Pierre-Luc Lahey
Mécanique automobile	Yan Bégin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexandre Blais
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexis Gagné
Mécanique de véhicules lourds routiers	Anthony Bouchard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Charles-Étienne Croteau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Dimitri Couture-Tardif

COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Dominique Gagnon-Bernier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Éduardo Velasquez
Mécanique de véhicules lourds routiers	Émile Vallières
Mécanique de véhicules lourds routiers	Emmanuel Gagnon
Mécanique de véhicules lourds routiers	Frédéric Lamontagne
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jacob Giguère
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jonathan Brousseau
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jonathan Roy
Mécanique de véhicules lourds routiers	Louis-Thomas Doré
Mécanique de véhicules lourds routiers	Marc-Antoine Giguère
Mécanique de véhicules lourds routiers	Marc-Antoine Poulin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Samuel Charest
Mécanique de véhicules lourds routiers	Tommy Corriveau

13 - LAVAL

CÉGEP MONTMORENCY

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Catherine Martins
Soins infirmiers	Perceval Lachance
Soins infirmiers	Samira Varela-Paquette
Soins infirmiers	Solveig Verreault
Soins infirmiers	Vivianne Legault

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	France Hamelin
Assistance à la personne en établissement de santé	Ordine Bosenge Bokongo
Ferblanterie-tôlerie	Kevin Germain
Ferblanterie-tôlerie	Lawrence Labbu
Mécanique automobile	Axel Fraser
Mécanique automobile	Cassandra Sylvestre-Ravary
Mécanique automobile	Christian Mallous
Mécanique automobile	Edgar Pardo-Cruz
Mécanique automobile	Gabriel Cusson-Guemon
Mécanique automobile	Gino Paul Zavaleta Martinez
Mécanique automobile	Jade Sobhié
Mécanique automobile	Jean-Gardy Sainrilus
Mécanique automobile	Rémi Lavigne

14- LANAUDIÈRE

CÉGEP DE JOLIETTE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Alexandrine Crevier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Amélie Charbonneau
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Kimberly Lefebvre
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Olivier Hénault
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Rosalie Laroche
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Sandra Lanctôt
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Tommy Coulombe
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Vanessa Lambert
Soins infirmiers	Amélie Robillard
Soins infirmiers	Audrey-Ann Guilbault
Soins infirmiers	Bianca Bourgeois-Dalpe
Soins infirmiers	Delphine Champoux
Soins infirmiers	Eve Lavigne
Soins infirmiers	Indya Morin
Soins infirmiers	Isabelle Rondeau
Soins infirmiers	Jolianne Fafard
Soins infirmiers	Julie Poulin
Soins infirmiers	Kim Grégoire
Soins infirmiers	Laurie Lapointe
Soins infirmiers	Marie-Christine Dufort
Soins infirmiers	Noémie Papillon
Soins infirmiers	Sarah-Jade Lafrenière
Techniques de l'informatique	Alex Tarte
Techniques de l'informatique	Dylan Sicard-Smith
Techniques de l'informatique	Francois Goyette-Pelletier

CÉGEP DE JOLIETTE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	Gabriel Audette
Techniques de l'informatique	Gabriel Goulet
Techniques de l'informatique	Jean-Thomas Plouffe
Techniques de l'informatique	Jesse Galarneau
Techniques de l'informatique	Jonathan Pelletier
Techniques de l'informatique	Kim Douthwright-Bouchard
Techniques de l'informatique	Marc-Antoine Griffiths
Techniques de l'informatique	Mathieu Coutu
Techniques de l'informatique	Olivier Brissette
Techniques de l'informatique	Rachel Hince
Techniques de l'informatique	Rostand Prud'Homme
Techniques de l'informatique	Samuel Girard-Paquet
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Alexandre Lagarde
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Laurie Robidoux
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Marie-Anne Roy
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Michael Bourgeois
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Sarah-Maude Martin-Gaudreau
Technologie du génie civil	Antoine Poirier
Technologie du génie civil	Dominic Parent
Technologie du génie civil	Elisabeth Godin

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE À L'ASSOMPTION

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Conseil en assurances et en services financiers	David Lemelin
Conseil en assurances et en services financiers	Gabriel Roy
Conseil en assurances et en services financiers	Maxime Vaillancourt
Conseil en assurances et en services financiers	Samuel Picard
Techniques d'éducation à l'enfance	Amélie Boisvert
Techniques d'éducation à l'enfance	Camille Leblanc
Techniques d'éducation à l'enfance	Carol-Ann Heese
Techniques d'éducation à l'enfance	Charlienne Lapierre
Techniques d'éducation à l'enfance	Cristine Cerrato
Techniques d'éducation à l'enfance	Cynthia Lavoie
Techniques d'éducation à l'enfance	Elisabeth Boucher
Techniques d'éducation à l'enfance	Emeraude Bisson
Techniques d'éducation à l'enfance	Félix Robillard
Techniques d'éducation à l'enfance	Frédérique Pimparé
Techniques d'éducation à l'enfance	Heidy Bureau
Techniques d'éducation à l'enfance	Jemmy Reglin
Techniques d'éducation à l'enfance	Katerine Daigneault-Roy
Techniques d'éducation à l'enfance	Laurence Downing
Techniques d'éducation à l'enfance	Lorie-Ann Labrie
Techniques d'éducation à l'enfance	Marie-Ève Desautels
Techniques d'éducation à l'enfance	Marie-Ève Dumontier
Techniques d'éducation à l'enfance	Marilou Germain-Taillefer
Techniques d'éducation à l'enfance	Myriam Dion
Techniques d'éducation à l'enfance	Nathalie Leclerc
Techniques d'éducation à l'enfance	Shanelle Boivin
Techniques d'éducation à l'enfance	Tania Perreault
Techniques d'éducation à l'enfance	Valéry Gauthier-Grenier

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE À TERREBONNE

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technologie de l'électronique industrielle	Cédric Cyr-Chévrier
Technologie de l'électronique industrielle	Cédrick Dumouchel
Technologie de l'électronique industrielle	Daniel Bilodeau
Technologie de l'électronique industrielle	Dmitry Kniazev
Technologie de l'électronique industrielle	Félix Lachapelle
Technologie de l'électronique industrielle	Gabriel Auclair
Technologie de l'électronique industrielle	Jérémy Larrivée
Technologie de l'électronique industrielle	Nicolas Faguy
Technologie de l'électronique industrielle	Sidney Robillard
Technologie de l'électronique industrielle	Xavier Lachaine

COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Alexandra Labine
Assistance à la personne en établissement de santé	Angélique Ledoux
Assistance à la personne en établissement de santé	Audrey Giroux
Assistance à la personne en établissement de santé	Audrey-Anne Duquette
Assistance à la personne en établissement de santé	Bianca Renaud
Assistance à la personne en établissement de santé	Chantal Daigle
Assistance à la personne en établissement de santé	Cheryl-Ann Carrier
Assistance à la personne en établissement de santé	Clara Caron
Assistance à la personne en établissement de santé	Claudie Barrette
Assistance à la personne en établissement de santé	Concilie Niyomwugere
Assistance à la personne en établissement de santé	Damiano Olympio Romeo
Assistance à la personne en établissement de santé	Frédéric Leblanc

COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Hermance Kouadio Affoué
Assistance à la personne en établissement de santé	Isamaël Fiset
Assistance à la personne en établissement de santé	Jean-Michél Héту
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessy Ducharme
Assistance à la personne en établissement de santé	Josée Roch
Assistance à la personne en établissement de santé	Julie Brisebois
Assistance à la personne en établissement de santé	Kathy Papov Rivest
Assistance à la personne en établissement de santé	Kim Bourassa
Assistance à la personne en établissement de santé	Laurie De Lamirande
Assistance à la personne en établissement de santé	Loukia Blanchard-Langlois
Assistance à la personne en établissement de santé	Marissa Toupin-Bélisle
Assistance à la personne en établissement de santé	Maude Nadeau
Assistance à la personne en établissement de santé	Maude Ouellet-Lévesque
Assistance à la personne en établissement de santé	Nadine Fraser
Assistance à la personne en établissement de santé	Nathalie Chartand
Assistance à la personne en établissement de santé	Nicole Lapointe
Assistance à la personne en établissement de santé	Paul Ikounga
Assistance à la personne en établissement de santé	Sébastien Jacques-Simard
Assistance à la personne en établissement de santé	Sus-Lyne Duchesne
Mécanique automobile	Antoine Ouimet
Mécanique automobile	Arianne St-Germain
Mécanique automobile	Jonathan Laborde
Mécanique automobile	Keven Brodeur
Mécanique automobile	Louis-Philippe Audet
Mécanique automobile	Marc-Antoine Gagné
Mécanique automobile	Martin Bertrand

COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Maxime St-Pierre
Mécanique automobile	Mickaël Viens-Landerman
Mécanique automobile	Sébastien Beaulieu-Lépine
Mécanique automobile	Sébastien Devoyault
Mécanique automobile	Simon Lambert
Techniques d'usinage	Alexandre Labine
Techniques d'usinage	Ismaël Fissette
Techniques d'usinage	Frédéric Leblanc

15 - LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Laurianne Millette
Soins infirmiers	Myriam Harvey
Soins infirmiers	Sabrina Leblanc
Soins infirmiers	Sabrina Therrien
Soins infirmiers	Virginie Gagnon-Lapointe
Techniques de génie mécanique	Alexandre Forget
Techniques de génie mécanique	Amélie Prévost-Desrosiers
Techniques de génie mécanique	Antoine Castonguay-Justum
Techniques de génie mécanique	David Rainville-Lasnier
Techniques de génie mécanique	Domenic Laurin
Techniques de génie mécanique	Frédéric Merrette
Techniques de génie mécanique	Jonathan Hamelin
Techniques de génie mécanique	Léonie Groulx
Techniques de génie mécanique	William Crête
Techniques de l'informatique	Alexis Lauzon
Techniques de l'informatique	Jeremy Poliquin
Techniques de l'informatique	Jérôme Borcard
Techniques de l'informatique	Marc-Antoine Dompierre
Techniques de l'informatique	Maxime Marchand
Techniques de l'informatique	William Goulet
Techniques d'éducation à l'enfance	Daphnée Héroux
Techniques d'éducation à l'enfance	Emie Loubier
Techniques d'éducation à l'enfance	Houda Dridi
Techniques d'éducation à l'enfance	Jennifer Blondin
Techniques d'éducation à l'enfance	Katherine Mondou

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Maëlle Fasseau
Techniques d'éducation à l'enfance	Mégan Rousseau
Techniques d'éducation à l'enfance	Mélissa Turcotte
Techniques d'éducation à l'enfance	Stéphanie Legault
Techniques d'éducation à l'enfance	Valérie Ménard
Techniques d'éducation à l'enfance	Vanessa Séguin-Mousseau
Techniques d'intégration multimédia	Carolyne Rochon-Alary
Techniques d'intégration multimédia	Christophe Demers
Techniques d'intégration multimédia	Dominik Lalonde
Techniques d'intégration multimédia	Félix Laliberté
Techniques d'intégration multimédia	Thomas Desautels
Techniques d'intégration multimédia	Vincent Demers

COLLÈGE LIONEL-GROULX

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Amélie Charlebois
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Cassandra Pamela Langis
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Cindy Gravel
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Éloïse Leduc
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Émie Brault-Vallée
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Francis Gagnon
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Olivier Savard
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Samuel Poirier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	William M. Panneton
Techniques de la logistique du transport	Felipe Gauthier
Techniques de la logistique du transport	Félix Clément

COLLÈGE LIONEL-GROULX

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de la logistique du transport	Francis Turner
Techniques de la logistique du transport	Julien Thibault
Techniques de la logistique du transport	Justin Chansina
Techniques de la logistique du transport	Kassandra Cloutier
Techniques de la logistique du transport	Marianne Hamilton
Techniques de la logistique du transport	Marie Goudreau
Techniques de l'informatique	Alexandre Bussière
Techniques de l'informatique	Antoine Lefrancois
Techniques de l'informatique	Charles Sénécal
Techniques de l'informatique	Jérémy Pellerin
Techniques de l'informatique	Julien Dumulong
Techniques de l'informatique	Kim Archambault-Paquin
Technologie du génie industriel	Félix Bureau
Technologie du génie industriel	Marianne Ross-Chouinard
Technologie du génie industriel	Mathias Bastien
Technologie du génie industriel	Olivier Lledo

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique automobile	Alyson Soulière
Mécanique automobile	Bernard Hébert
Mécanique automobile	Cynthia Favron
Mécanique automobile	David Grandmaison
Mécanique automobile	Maxime Castonguay
Mécanique automobile	William Dufour Girard

COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Préparation et finition de béton	Antoine Beaudoin
Préparation et finition de béton	Gabriel Granger-Fafard
Préparation et finition de béton	Jeffrey Mireault
Préparation et finition de béton	Jonathan Dumont
Préparation et finition de béton	Maxime Guilbault
Préparation et finition de béton	Pierre-Olivier Marticotte
Préparation et finition de béton	Renaud Hamon

COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Rosalie Lessard Belisle

COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Brenda Boisvert
Assistance à la personne en établissement de santé	Sanita Mohabir
Préparation et finition de béton	Domenico Pelle
Préparation et finition de béton	Gabriel Paquette Turgeon
Préparation et finition de béton	Jérémie Larose
Préparation et finition de béton	Jonathan Dionne
Préparation et finition de béton	Marc-Olivier Harvey
Préparation et finition de béton	Mitchell Hodgkins
Préparation et finition de béton	Sébastien Léger

16 - MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Conseil en assurances et en services financiers	Félix Lepage
Conseil en assurances et en services financiers	Guillaume Lapointe
Conseil en assurances et en services financiers	Guillaume Tremblay
Conseil en assurances et en services financiers	Marie-Pier Latulippe
Soins infirmiers	Laurence Chagnon
Soins infirmiers	Lee-Lou Goderre
Soins infirmiers	Maude Crevier
Soins infirmiers	Maude Messier
Soins infirmiers	Mélodie Bonin
Soins infirmiers	Sonia D'Antico
Soins infirmiers	Vicky Patenaude
Techniques de laboratoire	Gabriel Deschamps
Techniques de laboratoire	Karine Lamarre
Techniques de l'informatique	Cédric Després-Gélinas
Techniques de l'informatique	David Daoud
Techniques de l'informatique	Frédéric Tougas
Techniques de l'informatique	Marc-Antoine Lévesque
Techniques de l'informatique	Maxime Falardeau
Techniques de l'informatique	Nicolas Heins-Beaurivage
Techniques d'éducation à l'enfance	Annabelle Labrie
Techniques d'éducation à l'enfance	Camille Duhamel
Techniques d'éducation à l'enfance	Florence Desmeules
Techniques d'éducation à l'enfance	Laurie Belval
Techniques d'éducation à l'enfance	Léa Ambrosoli
Techniques d'éducation à l'enfance	Marie-Junie Roméus

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'éducation à l'enfance	Sara Hébert
Techniques d'éducation à l'enfance	Sophie Cadieux
Technologie du génie civil	Alex Whalen
Technologie du génie civil	Anthony Pelletier
Technologie du génie civil	Antoine Blanchette
Technologie du génie civil	Audrey Beaulieu-Peuziat
Technologie du génie civil	Benjamin Lafleur
Technologie du génie civil	Benjamin Tremblay
Technologie du génie civil	Dany Mathieu
Technologie du génie civil	Dave Larouche
Technologie du génie civil	Enrick Boutillette
Technologie du génie civil	Gabriel Nadeau
Technologie du génie civil	Hélène Quintal
Technologie du génie civil	Jacob Houde
Technologie du génie civil	Jade Robillard
Technologie du génie civil	Jakob Gilbert-Bédard
Technologie du génie civil	Jeffrey Alix
Technologie du génie civil	Jérémy Beaugard
Technologie du génie civil	Jordan Robert
Technologie du génie civil	Kevin Savage
Technologie du génie civil	Laurent Gougeon
Technologie du génie civil	Marc-Olivier Garand
Technologie du génie civil	Marilyn Jeannotte
Technologie du génie civil	Mathieu L'Abbé
Technologie du génie civil	Mikael Haché
Technologie du génie civil	Nicolas Barnabé

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Technologie du génie civil	Nicolas Neveu
Technologie du génie civil	Patrick-Alexander Sanon
Technologie du génie civil	Pierre-Olivier Poulin
Technologie du génie civil	Raphaël Tanguay
Technologie du génie civil	Sabrina Bélanger
Technologie du génie civil	Shawn Hébert
Technologie du génie civil	Simon Côté
Technologie du génie civil	Thomas Thivierge
Technologie du génie civil	Tommy Blaquière
Technologie du génie civil	William Hofer

CÉGEP DE SOREL-TRACY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Marilou Moreau
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Marlène Turcotte
Environnement, hygiène et sécurité au travail	Mélanie Caty
Soins infirmiers	Francis Beurivage
Soins infirmiers	Jonathan Grégoire De Blois
Soins infirmiers	Julie Champagne
Soins infirmiers	Kelly Mietchop Ngoko
Soins infirmiers	Manon Côté
Soins infirmiers	Mariana C. Carroz Acevedo
Soins infirmiers	Mélodie Cyr
Techniques de génie mécanique	Patrick Duhamel

CÉGEP DE SOREL-TRACY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de l'informatique	Guillaume Dufour
Techniques de l'informatique	Simon Dufault
Techniques de l'informatique	Timothy Farley
Technologie de l'électronique industrielle	Antoine Théroux
Technologie de l'électronique industrielle	Cédrik Buisson
Technologie de l'électronique industrielle	Olivier Dostie
Technologie de l'électronique industrielle	Vincent Beaucage
Technologie de l'électronique industrielle	Vincent Dionne
Technologie de l'électronique industrielle	William Doyon

CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'avionique	Alexis Aubin
Techniques d'avionique	Dimitri Kuante Kamga
Techniques d'avionique	Édouard St-Onge
Techniques d'avionique	Henri Mercure
Techniques d'avionique	John Pantelopoulos
Techniques d'avionique	Justin-Karl Roux
Techniques d'avionique	Lindsay Hounto
Techniques d'avionique	Mathieu Robichaud
Techniques d'avionique	Mélisa Brodeur
Techniques d'avionique	Nicolas Buchlin
Techniques de maintenance d'aéronefs	Alexandre Trudel
Techniques de maintenance d'aéronefs	Antoine Gagné-Vanier
Techniques de maintenance d'aéronefs	Colyn Raven
Techniques de maintenance d'aéronefs	Daniel Marriott

CÉGEP ÉDOUARD-MONTPETIT

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques de maintenance d'aéronefs	Fady Hemaya
Techniques de maintenance d'aéronefs	Frédéric Dumont
Techniques de maintenance d'aéronefs	Gabriel Gosselin
Techniques de maintenance d'aéronefs	Guillaume Canuel
Techniques de maintenance d'aéronefs	Josue-Gabriel Peralta-Martinez
Techniques de maintenance d'aéronefs	Lotfi Saib
Techniques de maintenance d'aéronefs	Malik Ouirzane
Techniques de maintenance d'aéronefs	Manuel Bertschinger
Techniques de maintenance d'aéronefs	Marcel Gastbled
Techniques de maintenance d'aéronefs	Maxime Noury
Techniques de maintenance d'aéronefs	Pierre-Karl St-Ours
Techniques de maintenance d'aéronefs	Rémy Chouinard
Techniques de maintenance d'aéronefs	Samuel Parent
Techniques de maintenance d'aéronefs	Samuel Thibault
Techniques de maintenance d'aéronefs	Simon Richard
Techniques de maintenance d'aéronefs	Trishala Limbu
Techniques de maintenance d'aéronefs	Wagner Petit
Techniques de maintenance d'aéronefs	Yohann Marquis

CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Félix Brabant
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Jérémi Côté
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Samuel Côté
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Myriam Dubreuil
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Bertrand Espougne

CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Julia Fortin
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Caroline Lapointe
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Christina Mongeau
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Léontine Rosalie Nicole Ndour
Soins infirmiers	Alyssa Da Silva Melo
Soins infirmiers	Maude Lamoureux
Soins infirmiers	Cassiopée Nantel
Soins infirmiers	Éve Proteau
Soins infirmiers	Mylène Verdon
Techniques de génie mécanique	Martin Bélanger
Techniques de génie mécanique	William Choinière
Techniques de génie mécanique	Christophe Courchesne
Techniques de génie mécanique	Audrey Demers
Techniques de génie mécanique	Simon Girouard
Techniques de génie mécanique	Yannick Hurtubise-Beaudet
Techniques de génie mécanique	Gabriel Kirouac
Techniques de génie mécanique	Charles-Vincent Laganière
Techniques de génie mécanique	William Messier
Techniques de génie mécanique	Marc-Olivier Monast
Techniques de génie mécanique	François Prado-Olaya
Techniques de l'informatique	Yanick Bellavance
Techniques de l'informatique	Kevin Bergeron
Techniques de l'informatique	Simon Denis
Techniques de l'informatique	Kevin Dubé
Techniques de l'informatique	Marc-Antoine Fournier
Techniques de l'informatique	David Goulet-Paradis

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Frédérique Gauvreau
Assistance à la personne en établissement de santé	Isabelle Verner
Assistance à la personne en établissement de santé	Nadia-Lise Beaulieu
Assistance à la personne en établissement de santé	Véronique Laperrière

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessica Bérubé
Assistance à la personne en établissement de santé	Mame Daro Ndiaye
Assistance à la personne en établissement de santé	Marie-Ève Danis
Assistance à la personne en établissement de santé	Sheila Herbeuval
Mécanique automobile	Carl Côté
Mécanique automobile	Charles Robidoux
Mécanique automobile	Jérémy Langevin
Mécanique automobile	Nicolas Jacques
Mécanique automobile	Marie Olga Cazeau
Mécanique automobile	Remy Lachance
Mécanique automobile	Benjamin Gatien
Mécanique automobile	Guillaume Dubuc
Techniques d'usinage	Charles-Olivier Hébert
Techniques d'usinage	Stéphanie Blanchard

COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Alexandre Gosselin
Assistance à la personne en établissement de santé	Angélique Laplante
Assistance à la personne en établissement de santé	Noémie Demers
Assistance à la personne en établissement de santé	Patrick Geoffrion
Technique d'usinage	Christophe Lafrenière
Technique d'usinage	Marc-Antoine Dese0ttes

COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Khloé Possion Marquette
Assistance à la personne en établissement de santé	Mélanie Pelletier
Assistance à la personne en établissement de santé	Pascale Lapierre
Assistance à la personne en établissement de santé	Sophie Valois
Mécanique de machines fixes	Abdelatif Boucetta
Mécanique de machines fixes	Blandin Samuel
Mécanique de machines fixes	Herijaona Ranaona
Mécanique de machines fixes	Olivier Simard
Mécanique de machines fixes	Jessica Sutton
Mécanique de machines fixes	Walfer Ernesto Munguia Ordonez

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Éthienne Roy
Assistance à la personne en établissement de santé	Jérémie Bernier
Assistance à la personne en établissement de santé	Joël Barette
Assistance à la personne en établissement de santé	Mikaël Nadeau-Poirier
Mécanique automobile	Danyck Phaneuf-Denault
Mécanique automobile	Émilie Lauzon
Mécanique automobile	Jérémy Roy
Mécanique automobile	Joey Isabelle
Mécanique automobile	Luc Lareau
Mécanique automobile	Marc-Antoine Desmarais
Mécanique automobile	Sarah Bruneau
Mécanique automobile	Shannen Couture

COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexandre Frigault
Mécanique de véhicules lourds routiers	Alexis Périard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Anthony Peterson
Mécanique de véhicules lourds routiers	Benjamin Ouellet
Mécanique de véhicules lourds routiers	Carl Leblanc
Mécanique de véhicules lourds routiers	Chanel Savoie-Richard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Christopher Dominique-Lanoué
Mécanique de véhicules lourds routiers	Daniel Vendette Farmer
Mécanique de véhicules lourds routiers	Elric Poulin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Félix Poirier-Breton

COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jérémy Langlois-Beauclair
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jessy Boyer
Mécanique de véhicules lourds routiers	Joey Bertin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Karl Gervais
Mécanique de véhicules lourds routiers	Marc-André Leclerc
Mécanique de véhicules lourds routiers	Marc-Antoine Moisan
Mécanique de véhicules lourds routiers	Martin Larivée
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mathieu Mallette
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mathieu Quesnel
Mécanique de véhicules lourds routiers	Miguel Brunette
Mécanique de véhicules lourds routiers	Mikael Maillé
Mécanique de véhicules lourds routiers	Noémie Trépanier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Tom Pécher
Mécanique de véhicules lourds routiers	Yan Paquette
Mécanique de véhicules lourds routiers	William Buisson
Mécanique de véhicules lourds routiers	Sandra Charest
Mécanique de véhicules lourds routiers	Étienne Fortin
Mécanique de véhicules lourds routiers	Félix Ladouceur
Mécanique de véhicules lourds routiers	Modé Schenley
Mécanique de véhicules lourds routiers	Karim Mohamad
Mécanique de véhicules lourds routiers	Kevin Benoit-Hickey
Mécanique de véhicules lourds routiers	Carl Beaucage
Mécanique de véhicules lourds routiers	Antoine Boyer
Mécanique de véhicules lourds routiers	Nancy Lefebvre
Mécanique de véhicules lourds routiers	Xavier Lamarre
Mécanique de véhicules lourds routiers	William Leclerc
Mécanique de véhicules lourds routiers	Gabriel Michaud-Rémillard

COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de véhicules lourds routiers	Raphaël Miro
Mécanique de véhicules lourds routiers	Dale Mandy
Mécanique de véhicules lourds routiers	Cédric McDuff-Trudel
Techniques d'usinage	Olivier Clermont

COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Arianne Coulombe-Santeusanio
Assistance à la personne en établissement de santé	Johane Célestin
Assistance à la personne en établissement de santé	Katya Côté
Assistance à la personne en établissement de santé	Sylvie Dastous

COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Amandeep Kaur Sheenmar
Assistance à la personne en établissement de santé	Karkoma Pelsem

COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Chantal Vincent
Assistance à la personne en établissement de santé	Dianelis Alvarez Benavides
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessika Deslauriers
Assistance à la personne en établissement de santé	Lori Smythe
Mécanique automobile	Brandon Gilles Faucher
Mécanique automobile	Brandon Hart
Mécanique automobile	Lyu Ruofan
Mécanique automobile	Neil Myers
Mécanique automobile	Richard L'Farrell
Mécanique automobile	Ricky McGuihan Chicoine
Mécanique automobile	Russell Delaronde
Mécanique automobile	Xiang Wang

COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Carlos Escalante Jodoy
Assistance à la personne en établissement de santé	Kevin Francis
Assistance à la personne en établissement de santé	Nashrin Hirani
Assistance à la personne en établissement de santé	Patricia Root
Mécanique de machines fixes	Amir Shabab Ahmadian Yazdi
Mécanique de machines fixes	Antony Martel-Mougeot
Mécanique de machines fixes	Fraidun Nazari
Mécanique de machines fixes	Khalil Bensbaa
Mécanique de machines fixes	Ramin Mojizarghani
Mécanique de machines fixes	Yan Gouin

**INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE,
CAMPUS DE SAINT-HYACINTHE**

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Antoine Jutras
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Cédric Potvin
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Claude-Marc Brazeau-Bergeron
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Félix Gosselin
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Gabriel Bédard
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Mathilde Comire-Tremblay
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Maxime Grégoire
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Meagan Verdonck
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Thomas Brouillard
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Abdoul Aziz Diop
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Annie-Pier Monast
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Charlène Lizotte
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Joanie Laquerre
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Joël Frank Tientcheu
Technologie des procédés et de la qualité des aliments	Véronique Abenan Téya Kouadio

17 - CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE	
Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Soins infirmiers	Frédéricke Chabot
Soins infirmiers	Marie-Kim Robert-Tanguay
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Alex Boivin
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Benjamin Leblanc
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Stéphanie Massé-Morin
Technologie de l'estimation et de l'évaluation en bâtiment	Alexandre Tremblay-Desrosiers
Techniques de génie mécanique	Felix-Antoine Brodeur
Techniques de génie mécanique	Markus Hostettler
Techniques de génie mécanique	Gabriel Jean
Techniques de génie mécanique	Laurent Moore
Techniques de génie mécanique	Dominic Petitclerc
Techniques d'éducation à l'enfance	Myriam Achhammer
Techniques d'éducation à l'enfance	Allison Croteau-Pelletier
Techniques d'éducation à l'enfance	Anouk Pinard
Techniques en informatique	Louis-Philippe Caux
Techniques en informatique	Alexis Jutras
Techniques en informatique	Jérémie Soucy

CÉGEP DE VICTORIAVILLE

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Catherine Déry
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Daphnée Cloutier
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Dominic Côté
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Jade Lacroix-Richard
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Karine Couture
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Mathieu Lizotte
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Maude Le Moine
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Mike Poulin
Gestion et technologies d'entreprise agricole	Thierry Vigneault
Technologie de l'électronique industrielle	Déréck Dupuis
Technologie de l'électronique industrielle	Matis Laprise
Technologie de l'électronique industrielle	William Filion

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE

Programme de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Mécanique de machines fixes	Bouabre Zekaloh Justin
Mécanique de machines fixes	Charles-Antoine Daneau
Mécanique de machines fixes	Jean-Claude Brisebois
Mécanique de machines fixes	Loïc Dubé
Mécanique de machines fixes	Michel Scalabrini
Mécanique de machines fixes	Yann Bordeleau

COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Assistance à la personne en établissement de santé	Aline Antoun
Assistance à la personne en établissement de santé	Caroline Fortier
Assistance à la personne en établissement de santé	David Houle
Assistance à la personne en établissement de santé	Jessica Veilleux
Mécanique automobile	Christophe Germain
Mécanique automobile	Estheban Fillion Dompierre
Mécanique automobile	Hubert Carignan
Mécanique automobile	Maxime Baril

COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Ferblanterie-tôlerie	Gregory Manekas
Ferblanterie-tôlerie	Yohan Pelletier
Mécanique automobile	Keven Aziz
Mécanique automobile	Patrick Boisvert
Mécanique automobile	Ali Riche
Mécanique automobile	Antoine Gaudet
Mécanique de véhicules lourds routiers	Karianne Champagne
Mécanique de véhicules lourds routiers	Jérémi Gagnon
Mécanique de véhicules lourds routiers	Luca Zenger
Mécanique de véhicules lourds routiers	Michaël Beauregard
Mécanique de véhicules lourds routiers	Xavier Lambert
Mécanique de véhicules lourds routiers	Tanch Adjoa Yvonne Kouassi
Techniques d'usinage	Andréanne Deshaies
Techniques d'usinage	Antoine Gendron-Gosselin

COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

Programmes de formation	Nom de la boursière ou du boursier
Techniques d'usinage	Kevin Cournoyer-Nogues
Techniques d'usinage	Louis-Alexandre Kirouac
Techniques d'usinage	Sandra Bilodeau
Techniques d'usinage	William Boutin
Techniques d'usinage	William Lallier

MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Bénéficiaire	Subventions accordées (\$)
Comité sectoriel de la main-d'œuvre des services de soins personnels du Québec	224 884
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement	30 580
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie des mines du Québec	20 532
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie textile du Québec	42 946
Comité sectoriel de main-d'œuvre de la production agricole (AGRIcarrières)	98 780
Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec	167 976
Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine	95 307
Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de détail	6 071
Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de l'alimentation	122 429
Comité sectoriel de main-d'œuvre en aménagement forestier	80 403
Comité sectoriel de main-d'œuvre en horticulture ornementale - commercialisation et services	52 922
Conseil québécois des ressources humaines en tourisme	67 572
Total	1 010 402

INITIATIVES DE LA COMMISSION³⁴

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
AXTRA Alliance des centres-conseils en emploi	10 000
Centrale des syndicats démocratiques	10 000
Centrale des syndicats du Québec	10 000
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre	10 000
Confédération des syndicats nationaux	29 270
Conseil du patronat du Québec inc.	174 940
Fédération des cégeps	10 000
Fédération des chambres de commerce du Québec	10 000
Fédération des commissions scolaires du Québec	10 000
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	10 000
Manufacturiers et exportateurs du Québec	10 000
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec)	10 000
Réseau des carrefours Jeunesse Emploi du Québec	10 000
Union des producteurs agricoles	10 000
Université du Québec à Montréal (Service de la recherche et de la création)	210 630
TOTAL	534 840

34. Dans les Initiatives de la Commission, on compte cinq projets et quatorze ententes de services professionnels conclues entre la Commission des partenaires du marché du travail et les organismes nationaux qui en sont membres.

PROGRAMME VISANT L'AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES
SELON LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE LA CPMT

Bénéficiaire	Subventions accordées (\$)
Manufacturiers et exportateurs du Québec	221 660
TOTAL	221 600

PROJETS STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE
ET DE L'EMPLOI EN RÉGION

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Cégep de Chicoutimi	256 062
Cégep de Drummondville	35 775
Cégep de Rivière-du-Loup	56 306
Cégep de Saint-Jérôme	62 000
Cégep de St-Félicien	45 422
Cégep de Thetford	35 963
Centre de formation professionnelle Val-d'Or	164 031
Centre d'études professionnelles de Saint-Jérôme	39 683
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	104 376
Collège d'Alma	16 687
Collège Montmorency	90 070

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Commission scolaire de la Baie-James	77 920
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	72 570
Commission scolaire de la Région de Sherbrooke	174 384
Commission scolaire de Laval	103 400
Commission scolaire de Rouyn-Noranda	20 000
Commission scolaire des Chic-Chocs	106 650
Commission scolaire des Draveurs	13 107
Commission scolaire des Navigateurs	71 012
Compagnie Minière IOC inc.	132 350
Conseil de la Culture Lanaudière	58 094
Groupé Mauricie – Rive-Sud	100 000
Groupe Restos Plaisirs inc.	213 356
Technocentre des technologies de l'information et des communications	33 850
Université du Québec à Chicoutimi (Centre du savoir sur mesure)	51 029
TOTAL	2 134 097

REPOSITIONNEMENT DU CADRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Bénéficiaires	Subventions accordées (\$)
Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle	68 603
Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles	17 238
TOTAL	85 841



HYPERLIENS

Description du réseau des partenaires de la Commission :

www.cpmt.gouv.qc.ca/reseau-des-partenaires/index.asp

Règlement sur la détermination de la masse salariale :

legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cr/D-8.3,%20r.%204/

Règlement sur les dépenses de formation admissibles :

legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cr/D-8.3,%20r.%203

Règlement sur l'exemption applicable aux titulaires d'un certificat de qualité des initiatives de formation :

legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowTdm/cr/D-8.3,%20r.%205

Règlement sur l'agrément des organismes formateurs, des formateurs et des services de formation :

legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cr/D-8.3,%20r.%201

Règlement sur la déontologie des formateurs et des organismes formateurs

legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cr/D-8.3,%20r.%202

Liste des entreprises titulaires d'un certificat de qualité des initiatives de formation :

www.cpmt.gouv.qc.ca/grands-dossiers/loi-competences/liste-titulaires.asp

Liste des mutuelles de formation reconnues :

www.cpmt.gouv.qc.ca/formation/mutuelles-reconnues.asp





